

Nouvelle loi sur le chômage :

RÉFÉRENDUM CONTRE CETTE LOI ANTI-CHOMEURS !

Ainsi, les Chambres fédérales ont adopté la nouvelle loi sur le chômage. Il fallait se presser car le chômage arrive, il est déjà là. Fin mai 1982, plus de 10 000 chômeurs étaient enregistrés.

A la fin 1981, la question du chômage se faisait essentiellement ressentir au travers du chômage partiel, si l'on fait exception des licenciements dans l'industrie horlogère. Aujourd'hui, ce sont les "poids lourds" du patronat qui annoncent des mesures de licenciements et des diminutions du volume de l'emploi. Bührle, les Ateliers des Charmilles, Hoffman-la Roche et Saurer. Le problème de l'emploi et du chômage commence à toucher aussi les principales régions et branches industrielles du pays.

L'attaque au niveau de vie et aux acquis des salariés entraînée par cette situation a plusieurs aspects. L'un de ceux-ci est contenu dans les dispositions de la nouvelle loi sur le chômage.

Cette loi consacre l'obligation de timbrer avec une rigueur rare. Le chômeur est ainsi contraint de rendre régulièrement compte à l'Office du travail (quel euphémisme) de ses efforts pour trouver un emploi, sous peine de voir une partie des indemnités de chômage supprimées. Quel est le but recherché ? En l'obligeant à faire de vaines et multiples démarches pour trouver un emploi, l'Etat cherche à contraindre le chômeur à prendre — sous le coup du découragement et du stress — le premier emploi qui se présente, quel que soit le montant du salaire ou la nature du travail à effectuer. Cette volonté est renforcée par d'autres dispositions. Cette loi stipule l'obligation pour le chômeur d'accepter un "travail convenable". Cette disposition permet, tout simplement, de contraindre le chômeur à accepter une déqualification. En effet, un "travail convenable" est, notamment, un travail qui n'entraîne pas "une rétribution inférieure à l'indemnité de chômage". Comme celle-ci est fixée à 70 o/o de l'ancien salaire pour les célibataires et à 80 o/o pour les chômeurs ayant charge de famille, les pertes de salaire qui doivent être acceptées peuvent s'élever à 20 ou 30 o/o, si ce n'est plus.

Cette loi fixe, enfin, le principe des indemnités dégressives. Un chômeur pourra toucher 250 indemnités journalières sans interruption pendant deux ans. Celles-ci seront réduites de 5 o/o après le versement de 85 indemnités et encore une fois de 5 o/o après 170 indemnités. A titre de comparaison, la loi sur les licenciés pour raisons économiques, adoptée sous le régime Giscard-Barre en France, garantit une indemnité de 100 o/o, pendant une année et à condition que le chômeur suive des cours de recyclage et de perfectionnement professionnel, et ensuite de 80 o/o du 12ème au 18ème mois, et de 70 o/o du 18ème au 24ème mois.

La nouvelle loi adoptée par les Chambres fédérales est donc dirigée contre les chômeurs. Elle est entièrement bâtie sur l'idée que les chômeurs — et non le patronat — sont, en large partie, responsables d'un chômage de longue durée. Par contre, elle laisse les mêmes possibilités aux patrons de puiser dans la caisse de chômage, en instaurant le chômage partiel.

Il est urgent que l'ensemble du mouvement ouvrier, en particulier l'Union syndicale suisse (USS) et la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), se décide à lancer un référendum contre cette loi. Un tel référendum serait un jalon important dans la lutte pour la défense de l'emploi et les conditions de vie des salariés.

la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)

section suisse de la IV^e Internationale

SOUTIEN TOTAL



AU PEUPLE PALESTINIEN!

DROITS ÉGAUX, UN AN APRÈS :



UN MAIGRE BILAN

En mouvement

GRANDE JOURNÉE DE SOLIDARITÉ À LA CHAUX-DE-FONDS

Plus de 500 personnes, dont beaucoup de jeunes, ont assisté aux diverses manifestations du samedi 5 juin. Cette journée a débuté par un film sur le Salvador, "La décision de vaincre", où la centaine de personnes présentes a pu apprécier le travail accompli par le FDR/FMLN dans les territoires qu'il contrôle : alphabétisation, travail collectif... malgré les bombardements de la dictature. Au cours du débat qui a suivi le film, après quelques généralités sur le Tiers Monde, la discussion s'est centrée sur la lutte du peuple salvadorien. Un porte-parole du FDR/FMLN a expliqué, d'une manière convaincante, par exemple, les raisons du choix de la lutte armée de son peuple.

La soirée fut réservée aux spectacles : théâtre, musique, danses, etc... dans une grande salle colorée par de nombreux stands.

Deux leçons sont à retenir du succès de cette journée : la première c'est que, lorsque différentes organisations s'unissent, pour organiser quelque chose, elles n'additionnent pas seulement leurs forces et leur audience mais les multiplient; la seconde c'est qu'il existe une sensibilité certaine, dans la jeunesse en particulier, à l'égard des luttes des peuples du Tiers Monde qui cherchent à se libérer de l'impérialisme.

Au cours de cette journée, une pétition adressée au Conseil fédéral a été signée par plus de 100 personnes. Elle réclame que le gouvernement suisse reconnaisse : "1. Le Front Polisario en tant que Front de libération du Sahara occidental. Le Front Démocratique Révolutionnaire / Farabundo Martí de Libération Nationale (FDR/FMLN) comme organisation représentative du peuple salvadorien. 2. Qu'il soutienne et redouble son assistance aux réfugiés de ces deux conflits".

Contre la provocation du défilé de Frauenfeld

MOBILISATION DE LA TAUPE

L'organisation de jeunesse La Taupe mobilise activement dans toutes les grandes villes de Suisse pour faire de la manifestation de protestation contre le défilé de Frauenfeld le 21 août un grand succès.

Dans ce cadre, La Taupe a décidé d'organiser des voyages à partir de la Suisse romande pour pouvoir passer tout le week-end à Frauenfeld. Un camp sera organisé - du vendredi 20 au dimanche 22 août - par La Taupe à Frauenfeld même, avec diverses activités en marge de la manifestation et de la fête unitaires du samedi.

Inscrivez-vous donc auprès de La Taupe : Bienne : case postale 13, 2500 Bienne 4, Neuchâtel : c. p. 32, 2000 Neuchâtel 2, Lausanne : c. p. 592, 1000 Lausanne 17, Genève : c. p. 858, 1211 Genève 3.

RÉFÉRENDUM SUR LES CRÉDITS MILITAIRES

Le Conseil suisse des associations pour la Paix (CAP) a décidé de soutenir la récolte de signatures pour l'initiative demandant le droit de référendum en matière de crédits militaires.

Dans l'éditorial du 25 mai de son journal bimensuel "Friedenszeitung", le CAP publie le formulaire de signatures édité en commun par le PSO, le Centre Martin Luther King, le Comité vaudois contre la mort atomique, La Taupe et d'autres organisations. Il appelle, en outre, ses lecteurs à récolter des signatures sur ce formulaire, et non sur celui du PSS, avec le commentaire suivant :

"A côté du PSS, le PSO a décidé, également, de récolter des signatures. D'autres groupes se sont joints à lui pour récolter des signatures pour le référendum en matière de crédits militaires avec une argumentation propre. Vu que celle-ci est bien plus critique à l'égard de l'armée que celle du PSS, nous soutenons cette récolte de signatures".

Retraite à 60/62 ans :

SOUTIEN DE L'UNION SYNDICALE JURASIENNE

Le Comité central de l'Union syndicale jurassienne (Cartel syndical) a décidé à l'unanimité de soutenir l'initiative fédérale visant à abaisser l'âge de la retraite à 62 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes.

Cet exemple mérite d'être suivi par le maximum d'organisations syndicales (sections, cartels et fédérations) afin de faire porter cette revendication légitime par le front ouvrier le plus large.

Rappelons que le communiqué de presse du Comité national créé autour de cette initiative (qui regroupe le PSO, les POCH, le PdT et le PSA) mentionnait explicitement que "Le Comité est ouvert à tous les partis, syndicats et organisations intéressés et qui se reconnaissent dans les buts de l'initiative".

Assemblée des délégués FTMH de Lausanne :

40 HEURES ET RETRAITE À 60/62 ANS

Samedi 12 juin, une soixantaine de délégués et invités ont participé à cette assemblée. Durant l'année écoulée, la situation de l'emploi dans la région s'est détériorée. Dans le secteur relevant de la FTMH, il y a eu les licenciements de Félix SA, les fermetures d'Omega, de Boulaz, de la fonderie Paul Perret et, dernièrement, de l'entreprise de mécanique de précision Paul Brunner. Les travailleurs de ces entreprises expliquent bien les difficultés rencontrées après

ces licenciements : familiales, psychiques, financières (des mécaniciens ont retrouvé du travail, mais avec 500 francs de moins par mois). Une ouvrière d'Omega, âgée de 60 ans, a déjà fait 70 (!) offres d'emploi et n'a toujours pas trouvé de travail.

En réponse à cette situation, les délégués ont voté la mise en place d'une commission de propagande pour les 40 heures. Cette commission, en lien avec le comité de section, entreprendra une campagne de propagande dans tous les secteurs professionnels dont s'occupe la FTMH.

Les délégués ont aussi apporté leur soutien à l'initiative pour l'abaissement de l'âge de la retraite des POCH/PdT/PSA/PSO. 240 francs ont été récoltés dans le cadre de la campagne "Une heure de salaire pour le Salvador".

SOLIDARITÉ SYNDICALE AVEC LES TRAVAILLEURS D'AMÉRIQUE LATINE À GENÈVE

Une centaine de personnes se sont rassemblées samedi 19 juin dans les locaux de la FTMH pour manifester leur solidarité avec les travailleurs latino-américains. Les délégués de la COB, de la CUT et de la CNT (U) ont décrit leurs efforts et leurs succès dans la réorganisation du mouvement syndical sous la dictature. Celui de la CUS (centrale syndicale salvadorienne, membre du FDR) a dit sa certitude dans la victoire finale et lança un appel au renforcement de la solidarité face à l'intervention US. Ruth Dreifuss apporta le soutien de l'USS et invita les travailleurs latino-américains en Suisse à s'intégrer aux organisations de la classe ouvrière "indigène" et à mener ainsi la lutte contre l'impérialisme aussi dans la "gueule-même du monstre". Un message du PSO fut lu et applaudi, puis l'on passa au repas et à la musique.

NON À L'INTERVENTION EN AMÉRIQUE CENTRALE !

Après un meeting à Zurich (350 personnes à la Rotefabrik) et une action dans les rues de Berne, la caravane contre l'intervention est arrivée à Genève le dimanche 30 mai. Malgré le week-end prolongé et le beau temps, cette soirée, organisée par l'"Association de Solidarité avec le Nicaragua et le Salvador" et par le "Comité Fuentes Mohr pour les droits de l'homme au Guatemala", a été un succès : 250 à 300 personnes ont pu écouter tout d'abord des musiciens chiliens venus apporter leur solidarité, puis les interventions des trois délégués du FSLN, du FDR et du FUP (Guatemala). Vigoureusement applaudis, ponctués leur message de slogans, ils ont affirmé leur volonté inébranlable de construire une société libérée de l'oppression et de l'exploitation, malgré toutes les interventions et les menaces de l'impérialisme; ils ont souligné les liens qui unissent les révolutionnaires d'Amérique centrale, matérialisés par cette délégation commune et ont appelé au renforcement du mouvement de solidarité en Suisse. La soirée s'est terminée dans la joie née de la certitude de la victoire finale avec l'excellent ensemble nicaraguayen Pancasan.

BRIGADE DE TRAVAIL POUR LE NICARAGUA

Les comités de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador organisent une brigade qui se rendra au Nicaragua du 1er août au 29 août pour y travailler et mieux connaître le processus révolutionnaire en cours. Les frais de voyage s'élèvent à moins de 1 800 francs suisses. Pour y participer : Secrétariat d'Amérique Centrale, Zurichstrasse 28, 6004 Lucerne, tél. : 041 / 51 34 68.

Samizdat 82

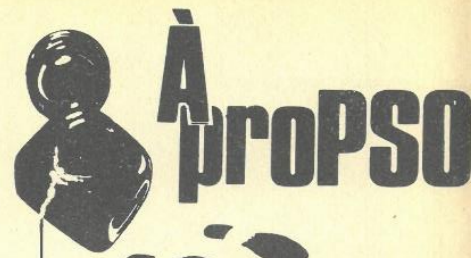
BULLETIN DU COMITÉ DE SOLIDARITÉ SOCIALISTE AVEC LES OPPOSANTS DES PAYS DE L'EST

Roumanie

Les travailleurs, ces mal-aimés du pouvoir...

CSSOPE, brochure no 1

Cette brochure du Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est (CSSOPE) est un document essentiel pour qui veut comprendre le mouvement ouvrier dans les pays de l'Est. En vente à : CSSOPE/Genève, case postale 31, 1213 Petit-Lancy 1, CSSOPE/Vaud, c.p. 45, 1000 Lausanne 22, CSSOPE/Jura, poste restante, 2822 Courroux ou à nos librairies La Taupe, 8bis rue de la Tour, Lausanne et 22, rue St-Léger, Genève (Fr. 4.-). (Existe aussi en allemand.)



Initiative formation professionnelle :

LES GROS SABOTS DU PATRONAT

A peine déposée, notre initiative en faveur d'une formation professionnelle et d'un recyclage garantis provoque déjà quelques hoquets chez certains. La feuille patronale "L'Ordre professionnel" (du 11 juin 1982) vient en effet de consacrer plusieurs lignes d'une prose rageuse à notre initiative.

On vous passe les tirades - si originales - sur les partis extrémistes et leur soif de sortir de l'anonymat, pour en venir à l'essentiel de la charge patronale : "Le parti socialiste ouvrier, qui, comme de coutume, se soucie en fait fort peu de l'ouvrier et de l'apprenti, futur ouvrier, s'attaque ici à une pratique qui a fait ses preuves et que l'étranger nous envie : l'apprentissage auprès d'un patron". Suit une description lyrique de cet apprentissage ("hors de toute manipulation idéologique") qui débouche directement sur cette interrogation vibrante : "Que deviendront nos apprentis lorsqu'ils seront aux mains de fonctionnaires-professeurs-théoriciens qui, petit à petit, perdront (ou refuseront) le contact avec le monde patronal ?".

Quelques remarques à l'adresse de notre pigiste patronal :

- les patrons semblent manquer sérieusement d'arguments : toutes les critiques faites à notre initiative sont reprises (souvent au mot près) d'un article paru le 9 avril 1981 dans le Journal des Associations patronales. Plus d'un an après, c'est toujours la même rengaine.

- l'histoire de la manipulation idéologique des apprentis n'est qu'une vaste farce : non seulement tout apprenti paie et reçoit un torchon idéologique ("L'Apprenti suisse", merci pour les immigrés !) mais bon nombre d'entre eux bénéficient en outre d'un abonnement gratuit à "Opinions", "journal d'entreprise de la Suisse romande".

Dénué de tous droits, l'apprenti en entreprise apprend du reste à se taire, à entrer en compétition avec ses camarades de travail, à bosser plus vite et plus longtemps; cette soumission complète au bon vouloir des patrons n'a rien à voir avec l'idéologie... puisque c'est tout bénéfice pour eux !

- quant à savoir qui se soucie des travailleurs, on se serait attendu à un peu plus de retenue de la part du porte-parole de ceux qui aujourd'hui licencient à tour de bras et recyclent les travailleurs - quand ils le font - comme du papier.

- enfin en ce qui concerne les fonctionnaires-professeurs-théoriciens, on remarquera simplement que messieurs les patrons ne craignent nullement de leur confier leurs rejetons lorsqu'il s'agit d'universités ou d'écoles d'ingénieurs voire même... d'ateliers publics !

POLOGNE :

Cours de formation spécial

Le PSO organise le dimanche 3 octobre un jour complet de discussions et de formation sur le thème de "La lutte des travailleurs polonais et le socialisme". Cette journée concerne tous les membres du PSO, les sympathisants de notre parti, dans les comités de solidarité, dans la jeunesse et les syndicats. Les débats porteront sur les leçons principales de cette lutte pour le renversement de la caste bureaucratique, sur le développement de l'autogestion de la société par les salariés, sur la démocratie socialiste.

A cette journée participeront : Cyril Smuga, responsable de l'édition polonaise d'Inprekor et des membres de la direction de la IVE Internationale. Pour la préparation de cette journée, il est recommandé de lire la résolution du XIème Congrès Mondial de la IVE Internationale "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat". Les frais de participation au cours sont de Fr. 5.-.

SOMMAIRE

EDITO

Nouvelle loi sur le chômage : référendum contre cette loi anti-chômeurs ! 1

SOCIAL

Genève, une imprimerie occupée : patron et Etat contre les conventions 3
Diamond SA : les limites d'un plan social 4
Horlogerie : forums et mouvement unitaire 3
Emploi : lutter contre les licenciements 4
Ilème pilier de la prévoyance vieillesse : l'arnaque 5
Capitalisme et crise 5

DOSSIER

MOYEN-ORIENT : la logique infernale du sionisme 6-7
la tragédie du peuple palestinien 7
la bourgeoisie suisse et Israël : en toute "neutralité" 7

FEMMES

Droits égaux : un maigre bilan 8

INTERNATIONAL

MALVINAS : contre l'impérialisme, contre la junte 9
FRANCE : le coup de barre 9
BOLIVIE : la crise de la dictature (II) 10

À LIRE

Délinquant, pourquoi ? 11

L'ÉVÉNEMENT

NICARAGUA : inondations et contre-révolution 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50
une année, env. ouverte . . . 45.-
une année, env. fermée . . . 55.-
une année, étranger (Europe) . 80.-
abonnement de soutien . . . 100.-

Pour toute correspondance : La Brèche, 8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne.

CCP 10 - 25 669

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes et tessinoises

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) / La Brèche, case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02
8bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 021 / 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel

Partito Socialista dei Lavoratori (PSL) / Rosso, casella postale 2400, 6901 Lugano

Genève, une imprimerie occupée :

Les 55 travailleurs (dont 17 frontaliers) de l'imprimerie **STUDER** de Genève ont entamé une grève avec occupation pour défendre leur emploi. En sursis concordataire depuis 8 mois, l'entreprise, gérée par les commissaires de l'Office des faillites, a été quinze fois promise à la "reprise" par de nouveaux patrons. Chaque fois, on avertissait les travailleurs qu'ils effraieraient l'acheteur s'ils entraient en mouvement ! Mais aucun ne s'est décidé et, le 24 mai, les lettres de licenciements sont parties, sans date de délai ni respect de la convention collective !

Pourtant, l'entreprise est viable. Les commissaires l'ont montré, les clients et les commandes existent. De l'aveu de M. Borner, chef du Département de l'Economie, la liquidation est pourtant la seule solution pour trouver d'éventuels acheteurs. Les intérêts des créanciers — dont font pourtant partie les travailleurs — passent avant l'emploi...

Une véritable "leçon de choses" sur la paix du travail ! Le cas de Studer montre en effet combien les licenciements collectifs et les fermetures d'entreprise ne sont rien d'autre qu'une rupture des conventions et de la prétendue "collaboration" entre patrons et ouvriers. Le patron, Kaplun, se fait exclure des Associations patronales signa-

PATRON ET ETAT CONTRE LES CONVENTIONS !

taires de la convention... pour ne plus être lié par elle. L'Etat et ses commissaires se disent "incompétents" (sic !) pour répondre au plan de maintien de l'emploi établi par les travailleurs, se bornant à dire qu'ils "appliqueront la loi".

Or la loi est plus défavorable que les acquis conventionnels ! En cas de faillite, elle prévoit que le Fonds cantonal de chômage couvre une part des salaires dus, en attendant remboursement des créances. Mais les frontaliers en sont exclus ! Ils ne toucheront donc rien et l'assurance-chômage en France n'intervient que deux mois après le terme auquel ils auraient dû être payés : s'ils avaient droit à 3 mois de salaire, ils resteraient sans le sou pendant 5 mois !

Les travailleurs et leurs syndicats (SLP pour les typographes, USL pour les lithographes) ont alors établi un plan de maintien de l'emploi, en cas de liquidation, qui constitue un minimum de solidarité que l'on ne rencontre pas souvent dans les "plans sociaux" négociés par les syndicats :

- * les droits individuels (indemnités, etc.) qui ne seraient pas utilisés par un travailleur, parce qu'il trouverait un emploi avant l'épuisement de ces droits, seraient "socialisés" dans un "Fonds de garantie", géré par les travailleurs et le syndicat, pour aider ceux qui ne retrouvent pas une place aussi rapidement;

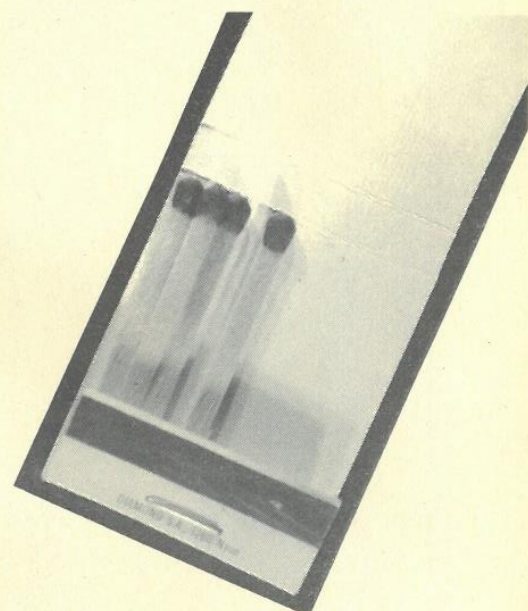
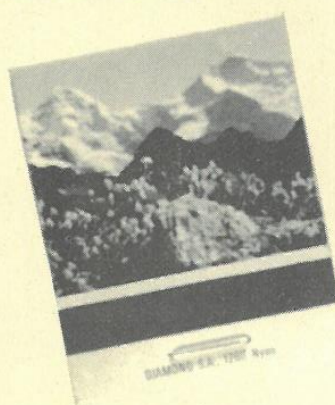
- * dans tous les cas, l'article le plus favorable de la convention SLP ou USL est applicable à tous les travailleurs;

- * retraite anticipée avec prestations de pleine retraite pour un ouvrier ayant atteint 60 ans.

En occupant, les travailleurs veulent au moins assurer ce minimum (et leur salaire de juin !). Mais ils réaffirment aussi que l'entreprise est viable. Pour garantir réellement l'emploi, il faudrait une mobilisation d'ensemble du mouvement ouvrier pour imposer le maintien de l'entreprise. Aucun acheteur n'en voulant, il faut que les pouvoirs publics la reprennent, sans indemnités pour les capitalistes qui l'ont conduite à la faillite et se moquent des travailleurs !

M. Thévenaz, 18 juin 1982

Diamond SA :



Les limites d'un plan social

Les allumettes "Chamois", vous connaissez ? C'est elles que produisaient, entre autres, les 85 salarié(e)s de la production de chez **Diamond SA** à Nyon. Une entreprise qui fermera ses portes à fin décembre, ne gardant que cinq ouvriers environ pour la gravure des briquets. Le personnel qui travaillait à la production était composé pour moitié de femmes et comptait une majorité de travailleurs immigrés. La moyenne d'âge tournait autour des 40 ans, le travail était peu, voire pas qualifié. Le niveau de syndicalisation était extrêmement bas (5 o/o à peu près, 15 o/o après l'intervention syndicale dans les négociations).

Pourtant, malgré ces conditions de départ difficiles, les travailleurs obtiendront un plan social qui leur accorde un certain nombre d'avantages non négligeables.

Aujourd'hui, toutefois, le problème de l'emploi — que ne réglait quasiment pas le plan social — refait surface, comme nous avons pu le constater lors d'une discussion avec plusieurs travailleurs de l'entreprise, qui a servi de base à la rédaction de cet article.

Une direction "moderne"

Le 16 mars, la direction de **Diamond SA** convoque les travailleurs en assemblée pour les informer de sa décision de suspendre progressivement (jusqu'à fin 1982) la production à Nyon. La Commission ouvrière ne sera mise au courant qu'une demi-heure avant le personnel, alors qu'un communiqué de presse a déjà été envoyé. Les syndicats (FCOM, Fédération chrétienne des ouvriers sur métaux et FOBB, Syndicat du bâtiment et du bois) seront informés en même temps que la presse.

Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs, réunis en assemblée générale, choisiront massivement la FCOM, un peu plus présente sur l'entreprise (mais pas à l'intérieur, le patron s'y refusant) que la FOBB, qui, il y a quelques années, avait en outre négocié un réajustement salarial en passant par-dessus le personnel.

Dans un premier temps, le syndicat va essayer de mettre en avant la revendication de "sauvegarde de l'emploi". Mais la direction sera intransigeable sur ce point, tout en avançant dès le départ l'idée d'un plan social. Pour leur part, les travailleurs voient mal l'enjeu, à par quelques membres de la Commission ouvrière.

De réelles difficultés de mobilisation

Certains ouvriers sont proches de la retraite, d'autres, immigrés ou frontaliers, ont déjà le regard tourné vers leur pays d'origine; sans tradition syndicale (ou alors pour les plus âgés, le souvenir d'une grève perdue dans les années trente), les travailleurs entreront d'autant plus facilement dans la logique du plan social. Non sans y inclure un minimum de solidarité, puisqu'ils obtiendront que le calcul des indemnités de départ tienne, selon le choix du licencié, compte davantage de l'ancienneté dans l'entreprise ou de son âge. Le treizième

salaire, réservé jusqu'alors uniquement aux contremaîtres et aux ouvriers qualifiés, sera aussi accordé à tout le monde au prorata de la durée de l'engagement en 1982.

La direction, quant à elle, joue intelligemment sur les divisions entre travailleurs. Ainsi, elle refuse d'intégrer les contremaîtres dans le plan social, en les considérant comme des employés; le samedi suivant l'annonce de la fermeture, elle fait faire des heures supplémentaires aux femmes de la production.

Un "bon" plan social

Un vent de combativité va toutefois se lever lorsque les travailleurs s'aperçoivent que le démontage des machines est déjà organisé, alors que les négociations entre le syndicat, la Commission ouvrière et la direction n'ont pas encore abouti. Ici et là, l'idée de grève est caressée. Mais surtout on fait savoir à la direction qu'il n'est pas question que les machines quittent les ateliers. Mis au courant de la situation, les monteurs allemands chargés du démontage, tous syndiqués, décident alors de terminer le démontage d'une seule machine et de rentrer ensuite en Allemagne, par solidarité syndicale.

Le plan social qui résultera des négociations comprend trois points principaux :

- a) retraite anticipée (dès 57 ans pour les femmes, 60 ans pour les hommes) pour 15 personnes. Dès la fermeture des ateliers elles toucheront l'équivalent de la rente AVS due à 62 et 65 ans, la rente du fonds de prévoyance et celle du fonds de **Diamond**, avec une prime pour assurer une retraite intégrale à l'âge de 62 ou 65 ans.

- b) les indemnités de départ : versées à tous les travailleurs de 19 à 57/60 ans, elles sont calculées selon deux variantes (âge ou ancienneté), au choix de l'ouvrier. Elles varieront entre 1 à 5 mois de salaire.

S'y ajoute le treizième salaire aux conditions décrites plus haut.

Le libre passage intégral du deuxième pilier est garanti.

- c) un bureau de placement est organisé par **Diamond SA** pour assurer le reclassement du personnel licencié.

Ce dernier point montre toute l'ambiguïté et la faiblesse intrinsèque d'un plan social, qui ne règle rien en ce qui concerne la sauvegarde de l'emploi. Non seulement parce que le bureau de placement prévu n'a pas encore reclassé une seule personne, mais plus fondamentalement parce qu'un plan social, quelles que soient ses qualités, est avant tout le résultat d'une négociation collective de solutions individuelles. Il ne stimule pas la combativité ni la solidarité du personnel et ne fournit aucune autre perspective qu'individuelle. C'est cet aspect qui ressort aujourd'hui chez les travailleurs de **Diamond** avec qui nous avons parlé. "Tu devrais voir aujourd'hui la solidarité dans l'usine...", nous confiait l'un d'eux avec amertume. Ils savent que si la direction laisse tomber ce bureau, ils pourront très difficilement réagir et la faire céder.

Or, trouver un nouvel emploi sans y laisser trop de plumes n'a rien d'une sinécure dans la région, surtout pour les non-qualifié(e)s. A qui l'on propose soit des emplois plus pénibles (monteur de pneus), ou, plus généralement, mal rétribués. Ainsi, sur 70 personnes, une dizaine ont par elles-mêmes retrouvé un emploi, en étant obligées d'accepter des salaires inférieurs. Une usine de pâtes alimentaires a engagé quelques ouvrières de **Diamond**; elles y perdent 200 à 300 francs par mois, alors que leur salaire avant leur licenciement n'avait vraiment rien de fabuleux (1 700 à 1 900 francs mensuels).

Dans le cas de **Diamond**, le plan social était, vu le rapport de forces, un pis-aller. Mais rien d'autre.

Eric Peter

Derrière DIAMOND SA

Diamond SA, qui possède le monopole de la fabrication d'allumettes en Suisse depuis 1976, est une des entreprises d'un puissant groupe suédois, **Swedish Match Company** (Svenska Tändsticks AB, STAB). Ce groupe emploie 24 200 travailleurs, par le biais d'environ 130 sociétés dans le monde entier. Occupant le 176ème rang des entreprises au niveau européen, il a réalisé en 1979 un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de francs; en 1980, ce montant était de 2 milliards 300 millions. La même année, ses profits avant impôts s'élevaient à 55 millions 650 000 francs.

La direction de **Diamond SA** a toujours refusé d'ouvrir ses livres de comptes et n'a jamais fait mention d'une situation déficitaire.

Simplement la rentabilité des capitaux investis était devenue insuffisante aux yeux de la direction du holding. Et cela seul compte vraiment dans le capitalisme.

Horlogerie :



Les travailleuses de Derby à La Chaux-de-Fonds, en lutte pour la sauvegarde de leur emploi.

FORUMS ET MOUVEMENT UNITAIRE

Dans le cadre du lancement de la pétition "Vivre et travailler dans notre région", soutenue par les forces de la gauche dans la région horlogère, trois forums ont été organisés pour discuter des perspectives de lutte contre la politique des licenciements et pour la défense du volume de l'emploi.

Ces forums se sont tenus, fin mai et début juin, à Bienne, La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel.

Toute la gauche !

Des représentants des forces politiques de la gauche et de la FTMH y ont participé. Pour le Parti socialiste ont pris la parole : Raymond Glas (du PS romand Bienne) et Pierre Gassmann (du PS Jura), Pierre Dubois (PS Neuchâtel et conseiller d'Etat) et Philippe Jeanneret (PS Neuchâtel). Alain Bringolf, du POP du canton de Neuchâtel, représente son parti lors des forums de Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds. Jean-Claude Crevoisier, du Parti socialiste autonome, du Sud Jura, parla à Bienne. Jean-Pierre Thorel (secrétaire FTMH à Genève), Roger Delabays (secrétaire FTMH à Neuchâtel) sont intervenus, respectivement, à Bienne et Neuchâtel. Pierre-Yves Oppikofer, militant FTMH à Ebauches SA-Marin, exprima le

point de vue des militants syndicaux dans l'entreprise lors du débat de La Chaux-de-Fonds. Il présida de même le forum de Neuchâtel. Il faut relever la participation de Vitalo Menghini, représentant les travailleurs immigrés et les Colonies libres italiennes (CLI), à Neuchâtel. Le camarade Ch. André Udry défendit les idées du Parti socialiste ouvrier — qui avait impulsé ce mouvement unitaire — lors des trois forums.

Aussi bien à Bienne, La Chaux-de-Fonds qu'à Neuchâtel — quand bien même le nombre de participants fut différent — il faut souligner la présence de nombreux militants syndicaux, de représentants de commissions d'entreprise. A chaque fois, des travailleurs immigrés ont pris la parole. Ils ont mis l'accent sur l'impérieuse nécessité de modifier la vie et l'activité de la FTMH, afin d'y assurer une participation plus effective des immigrés(e)s.

De toutes ces interventions ressortait une idée centrale : le syndicat pourrait devenir le creuset de la collaboration, de la solidarité entre travailleurs suisses et immigrés.

Dans cette période de relance de la xénophobie, au moment où les patrons attaquent l'emploi et vont mettre à profit toutes les divisions au sein de la classe ouvrière, il est impératif de faire du syndicat le creuset d'une solidarité de classe. Défendre l'emploi, c'est défendre l'emploi de tous. Sans quoi, les patrons utiliseront la tactique du salami : tranche par tranche les licenciements tomberont. Et à chaque fois, des travailleurs acceptent, croyant y échapper... eux !

Pour la première fois, tous les partis du mouvement ouvrier et les syndicats — la FCOM soutient la pétition — ont construit un front commun. Ceci accroît la possibilité d'intégrer à l'action les travailleurs immigrés. Un tel front commun des partis et syndicats devient un instrument indispensable pour susciter un premier élan chez les travailleu-

ses et travailleurs fortement touchés par la politique de restructuration-licenciements de l'ASUAG et compagnie.

L'attaque contre l'emploi va durer dans la région horlogère. Il va s'y ajouter l'attaque contre les salaires. Dans le canton de Neuchâtel, les salaires sont déjà de 17 o/o inférieurs à la moyenne nationale. Les patrons de l'horlogerie s'apprêtent à refuser la compensation complète du renchérissement, début août. Cette crise régionale va avoir des conséquences dans le domaine des dépenses sociales. Dans une telle situation, il faut mettre fin à une idée : les partis s'occupent de l'AVS, les syndicats s'occupent du temps de travail. Certes, il y a des tâches propres de l'organisation syndicale. Mais, aujourd'hui, partis et syndicats, sans exclusive, doivent se battre ensemble sur des objectifs concrets : diminution du temps de travail, abaissement de l'âge de la retraite, contre une politique de misère dans le domaine des allocations de chômage, pour une autre réglementation dans le domaine des licenciements. Par exemple, pourquoi ne pas reprendre l'idée lancée par les socialistes à Genève : les patrons doivent annoncer trois mois à l'avance toute intention de licencier. Ceci permettrait d'organiser la réponse ouvrière !

C'est un tel front commun qui renforcera les positions des salariés et de la gauche.

Défendre les militants syndicalistes !

A l'occasion des trois forums, des travailleuses et travailleurs ont expliqué combien la crainte des mesures répressives des patrons était un obstacle à l'activité syndicale et à la participation à des mouvements élémentaires de défense.

Ici, un exemple doit être médité. Le simple fait que la FTMH, dans l'horlogerie à Genève, ait systématiquement développé une politique de syndicalisation de tous et toutes a modifié partiellement le climat dans les usines. La répression et les tracasseries patronales ne peuvent plus se faire avec la même impunité. Renforcer la présence syndicale dans l'entreprise, faire que la commission ouvrière soit moins un organe de consultation avec les patrons et plus un organe de représentation

et de défense immédiate des travailleurs(euses), voilà une des conditions pour initier un combat concret contre la peur distillée par les patrons et leurs chefs. Réussir cela — et c'est possible — implique évidemment une ouverture de la vie démocratique dans la FTMH. Une ouverture en direction de tous et toutes, sans exclusive de nationalités ou d'opinions. La bataille pour la participation doit commencer — avec la volonté de la conduire pendant une longue période — dans le syndicat.

Comme l'expliquaient des travailleurs de La Chaux-de-Fonds et de Neuchâtel, c'est aussi une tâche prioritaire de tous les partis de la gauche et des syndicats de défendre avec le maximum de vigueur — sur le plan syndical et par des campagnes politiques unitaires — les militants syndicalistes licenciés, prétendument pour des raisons "économiques" ! De multiples anecdotes le prouvent, les "gros de l'horlogerie" vont tenter, à l'occasion des restructurations, de marginaliser au maximum le syndicat dans la vie de l'entreprise. Le nombre d'usines qui échappent à la convention collective s'accroît. L'ASUAG et son général en chef Thomke ne sont prêts à accepter qu'un syndicat docile. Un syndicat qui entrave les travailleurs pour mieux laisser les mains libres aux directions d'entreprise. Pour faire comprendre cette volonté, les patrons de l'ASUAG ne reculeront pas devant les brimades contre les militants syndicalistes. Un mouvement de défense de l'emploi doit aussi être un mouvement de défense des militants syndicalistes.

Se donner un instrument d'information !

Enfin, à l'occasion de tous ces forums, comme lors de la récolte des signatures pour la pétition, ressort le besoin d'une plus large information sur les mesures prévues par le patronat, sur les actions des travailleuses (comme celle de Derby à La Chaux-de-Fonds) et des travailleurs. Ce sera la tâche du mouvement unitaire pour la défense de l'emploi de discuter, en convergence avec les organisations syndicales, comment assurer cette information. Il faut permettre un échange d'expériences, afin de consolider le mouvement de solidarité.

correspondant

Emploi

LUTTER CONTRE LES LICENCIEMENTS

Au mois de janvier, Hispano-Oerlikon (à Genève) — groupe Bühle — licenciait brutalement 136 travailleurs. Immédiatement, les commissions du personnel organisaient la riposte : débrayage le jour même, puis, face à l'attitude intransigeante de la direction, nouvel arrêt de travail et manifestation de rue, soutenue par la FTMH. Résultat : les lettres de congé étaient suspendues pour une période de trois mois.

Au Grand Conseil, le Chef du Département de l'Economie Publique (le radical Borner) confiait alors à P. Schmid (député socialiste, secrétaire FTMH) : "... la réaction des syndicats aux licenciements Hispano-Suiza a, je crois, impressionné un certain nombre de personnes en Suisse alémanique... Ayant de nombreux contacts avec des représentants d'entreprises d'outre-Sarine, je puis vous dire que l'affaire a fait du bruit..."

Qu'en est-il aujourd'hui, au moment où le trust annonce 300 licenciements à Zurich ? On apprend qu'un plan social a été accepté à Genève qui prévoit les mesures suivantes : indemnités de départ s'échelonnant entre 3 000 et 30 000 francs selon un barème qui combine l'âge et l'ancienneté (1 800 000 francs en tout) ; 21 cas de retraite anticipée (rente AVS complète et versement du 11e pilier par l'entreprise dès trois ans avant l'âge légal — 1 400 000 francs en tout). La lutte aura au moins permis d'arracher un plan social très supérieur à la moyenne.

Ce résultat, comme d'ailleurs les "confidences" de Borner, montrent pourtant qu'il aurait été possible de se battre pour mieux qu'un plan social. Il n'était pas utopique d'exiger le maintien de tous les emplois à Hispano-Oerlikon (Genève). Bühle est assez riche ! Dans tous les cas, aujourd'hui, il importe de poser le problème de la réduction de l'horaire de travail à l'échelle du trust (surtout avec les actuels licenciements à Zurich).

Dans la période qui vient, il est décisif de concrétiser la lutte contre les licenciements par des résultats tangibles qui démontrent qu'il vaut la peine de se battre. Des victoires partielles, comme la suspension des licenciements, le reclassement des travailleurs touchés, et même, en dernier ressort, un plan social substantiel, préparent donc des affrontements de plus grande envergure. Parallèlement, il faut exiger que l'obtention des 40 heures immédiatement soit le critère numéro un pour signer la Convention Collective en juillet 1983. Enfin, la bataille pour des mesures légales contre les licenciements devient plus urgente que jamais.

TOUS ET TOUTES À BIENNE LE 25 SEPTEMBRE

La dernière conférence d'industrie (horlogerie) de la FTMH décidait, sur proposition de sections, d'organiser une manifestation nationale des travailleurs de l'horlogerie.

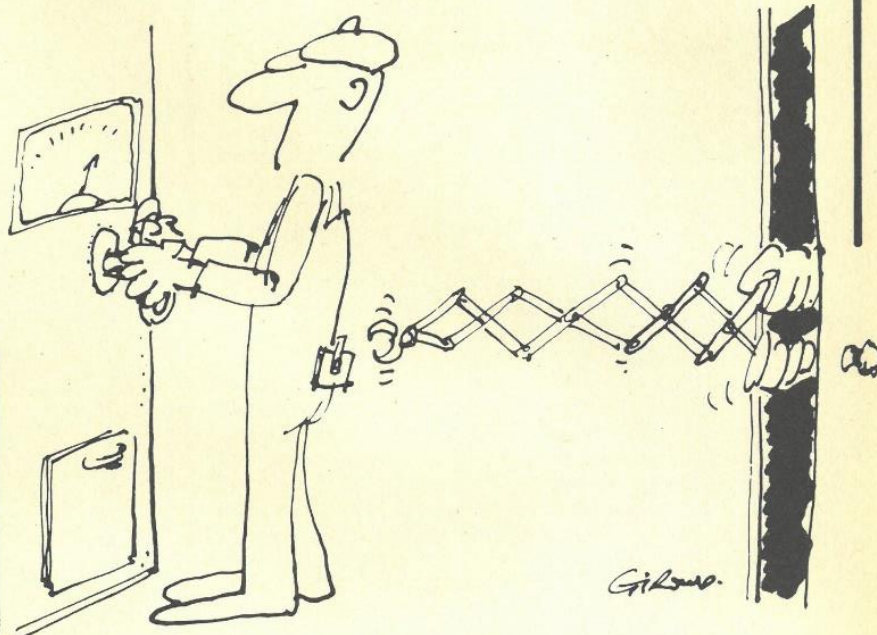
Cette manifestation se fera à Bienne, le samedi 25 septembre. C'est une échéance importante. Cette manifestation, organisée par la FTMH, doit être soutenue par tous les partis et organisations du mouvement ouvrier. Elle doit être l'expression de la volonté des travailleuses et travailleurs de l'horlogerie et de la population laborieuse de la région de mettre un cran d'arrêt à une politique qui mine l'avenir d'une région.

Cette manifestation sera — à côté de la pétition unitaire — une preuve de plus que tous les salariés veulent vivre et travailler dans la région. Soutenons tous et toutes la manifestation de la FTMH, la manifestation des horlogères et horlogers !

IIème pilier de la prévoyance vieillesse :

L'ARNAQUE

- * LE PRINCIPE MEME DU DEUXIÈME PILIER PERMETTAIT D'ESCROQUER LES TRAVAILLEURS.
- * LA LOI D'APPLICATION AGGRAVE ENCORE CE VOL.



Dix ans après l'adoption dans la Constitution du "IIème pilier" obligatoire (caisses de pensions privées devant compléter l'assurance-vieillesse de l'AVS), la loi d'application vient d'être adoptée. Une loi où même les directions syndicales — qui avaient défendu corps et âme ce projet contre l'amélioration de l'AVS proposée par l'initiative du Parti du Travail sur les "pensions populaires" — ne retrouvent plus leur compte... ni leurs promesses ! Constatant la "lente érosion du projet", Fritz Leuthy, secrétaire de l'Union Syndicale Suisse chargé de la question, constate pour une fois que "le consensus qui avait marqué la rédaction de l'article constitutionnel a été arbitrairement jeté par-dessus bord" !

Première escroquerie

Lors de la campagne de 1972 — où le PSO/LMR avait activement soutenu le projet des "pensions populaires" —, nous avions largement dénoncé l'escroquerie que représentait le IIème pilier :

"On prend aux travailleurs durant toute leur vie active une partie de leur salaire et, lorsqu'ils arrivent à l'âge de la retraite, on leur verse les intérêts seulement de ce qu'ils ont dû payer. Le capital que les travailleurs ont constitué ainsi, mois après mois, ils ne le revoient jamais. Ce capital reste la propriété de l'institution de prévoyance (...) entre les mains de la bourgeoisie."

Ce système dit de capitalisation, le patronat et les compagnies d'assurance l'ont défendu pied à pied. Il leur fournit en effet, par le biais d'une épargne forcée des salariés, une masse de capitaux bon marché

(près de 70 milliards aujourd'hui, plusieurs centaines prévues à l'avenir) ! Tandis que pour les salariés, ce système est plus coûteux que l'AVS. Selon les estimations de Leuthy (*Revue Syndicale Suisse*, février 1982), pour des cotisations presque équivalentes, la rente AVS d'un salaire de 2 490 francs sera de 992 francs contre 459 francs au IIème pilier, celle d'un salaire de 3 100 francs de 1 116.— contre 688.— au IIème pilier ! Et de plus, les rentes du IIème pilier pourront varier suivant la conjoncture et l'état financier des caisses !

Deuxième escroquerie

Dénoncée depuis longtemps déjà, cette première escroquerie s'est doublée d'une seconde en dix ans de palabres parlementaires, où le patronat a réussi à imposer ses intérêts sur toute la ligne. Il faudra désormais citer en exemple l'élabora-

tion de cette loi pour tous les cours d'éducation civique sur le "fonctionnement de notre démocratie" ! Non seulement les promesses faites n'ont pas été tenues, mais même les principes votés dans l'article constitutionnel n'ont pas été respectés. C'est pourquoi d'ailleurs la loi adoptée aujourd'hui (qu'on nous présente comme l'aboutissement de toute l'affaire) n'est en fait qu'une "première étape". Il faudra encore dix ans pour la suite...

Mais voyons plutôt :

* Le IIème pilier devait devenir obligatoire pour assurer tous les travailleurs en plus de l'AVS. Il ne le sera pas pour tous ceux qui gagnent moins de 15 000 francs par an. En effet, seule la part du salaire supérieure à ce montant (jusqu'à un maximum de 44 640 francs) servira de base pour les cotisations — ce qu'on appelle le "salaire coordonné". Conséquence : le patronat économisera en frais de sécurité sociale sur les plus bas salaires !

* Le IIème pilier devait, avec l'AVS, assurer une rente vieillesse correspondant à 60 o/o de la moyenne des derniers salaires. Ce ne sera pas le cas, surtout pour les travailleurs entre 26 et 65 ans qui entreront maintenant dans une caisse de pension (génération d'entrée), pour lesquels la bourgeoisie s'est opposée à tout système de

péréquation lors de la mise en place de ce IIème pilier obligatoire.

* Le IIème pilier devait "maintenir de façon appropriée leur (des salariés) train de vie antérieur". La loi concoctée exclut expressément l'indexation des rentes au coût de la vie ! Cela dépendra du bon vouloir de chaque caisse et de ses possibilités financières !

* Le IIème pilier devait assurer le libre passage d'une caisse à l'autre, avec tous les droits acquis, lors d'un changement d'emploi. Ce problème n'existe que parce que la bourgeoisie refuse l'extension du système de l'AVS (caisse unique nationale) pour profiter des capitaux des quelque 20 000 caisses de pension privées ! Or ce libre passage ne sera pas intégralement garanti. Pour les jeunes travailleurs (avant 34 ans pour les hommes, 31 pour les femmes), une partie des primes sera perdue parce que les cotisations n'auront pas encore été suffisantes. Or les jeunes travailleurs changent plus facilement d'emploi ! D'autre part, seuls les acquis minimaux fixés par la loi seront transférés. Si une caisse offre de meilleures conditions, le travailleur les perdra en changeant d'emploi.

Même "Le Mois", journal de la Société de Banque Suisse (juin 1982) admet que ces changements "ne manqueront pas d'être ressen-

tis par de nombreux salariés comme une mesure rétrograde par rapport au texte initial". C'est tout dire !

Il faut améliorer l'AVS !

Floués, traînés par le bout du nez par leurs "partenaires" bourgeois, les syndicalistes qui avaient donné leur appui au IIème pilier reconnaissent aujourd'hui qu'ils sont dans une impasse. Leuthy se console : "La rupture du consensus signifie aussi la rupture des liens entre AVS et second pilier. Le développement de l'AVS pourra désormais être poursuivi de manière autonome sans être entravé par le souci constant de prendre égard à l'évolution du second pilier". Malgré consolation — il y a dix ans, si ce choix avait été fait, on n'en serait pas là ! Mais la direction est la bonne : il n'y a plus d'autre solution pour les travailleurs que de reprendre le combat pour l'extension et l'amélioration de l'AVS, afin qu'elle assure à toutes et à tous une rente vieillesse décente intégrant les caisses de pension (et leurs acquis) à une sécurité sociale unifiée. En 1976, le PSO/LMR avait déjà fait une proposition dans ce sens. Nous sommes prêts à en rediscuter avec tous ceux qui veulent aujourd'hui sortir de l'impasse de ces dix dernières années !

S. Rivière, 22 juin 1982

CAPITALISME ET CRISE

Liquider les moins efficaces

En période de récession et de crise, les patrons ont un objectif majeur : restaurer le taux de profit. Améliorer les marges de bénéfices, comme ils le disent. Liquider les entreprises et les secteurs jugés peu rentables, bloquer et réduire les salaires, licencier, accroître la charge de travail alors que le chômage croît, renforcer la "discipline au travail", accroître la surveillance tatillonne sur les travailleurs, voilà quelques-unes des armes de la panoplie du Capital.

Fortune, bi-mensuel du capital américain, écrit dans une étude consacrée à la relance de la productivité (production par travailleur/heure) : "Cette fois, il est clair que l'économie se contracte, que l'emploi est durement frappé, que les usines les moins rentables sont fermées. Alors, dans la mesure où la règle de l'ancienneté le permet, les travailleurs les moins efficaces reçoivent leur feuille de congé. Les directeurs deviennent plus conscients de la question des coûts au moment où les profits déclinent. Ainsi, le déclin de la productivité peut se renverser..." (28 juin 1982).

A leur façon, les chiffres donnés par l'Union des patrons de la métallurgie genevoise (UIM), dans son Rapport de 1981, confirment la règle exposée ci-dessus. Ainsi, la récession

de 1974-1975 et les pressions planant sur l'emploi depuis lors ont eu un effet "bénéfique" sur l'absentéisme, c'est-à-dire sur les absences pour cause de maladie, d'accident, de problèmes familiaux.

De 1972 à 1981, le taux d'absentéisme a chuté. Il s'élevait à 18 heures 32 (moyenne mensuelle) en 1972. Il passa à 13 heures 21 en 1975. Il se trouve à 13 heures 27 en 1981. Parions qu'il reculera encore en 1982. En effet, avec la crise, les travailleurs malades hésitent à prendre un congé de maladie. Ils craignent d'être portés sur la liste des licenciés, à la prochaine fournée. Les "moins efficaces" devant être vidés d'abord ! Ce qui n'empêche pas le patronat d'écrire : "un effort personnel (des salariés) accru devra permettre de diminuer cette charge très lourde (de l'absentéisme)". Pourtant, le "manque de travail" reste l'argument-clé pour introduire le chômage partiel ou licencier !

Malade du chômage

"Les disputes familiales, l'alcoolisme, la hausse de la pression sanguine, les maladies d'estomac et toute une série d'autres problèmes tendent à augmenter la main dans la main avec la montée du chômage." Voilà ce que titre le réactionnaire hebdomadaire *US News and World Report* (14 juin 1982). "Il y a un rapport étroit et

très fort entre le chômage et la santé mentale et physique", y explique le docteur E. Liebow de l'Institut National de la Santé mentale. Dans la banlieue de Detroit, fortement frappée par le chômage : "Les prescriptions des médicaments anti-dépressifs et anti-anxiété ont augmenté de 25 o/o par rapport à l'année passée". Dans la même étude, H. Brenner, sociologue à l'Université John Hopkins affirme : "Je pense que l'impact de cette récession sur le taux de mortalité et de maladie sera plus grand que tout ce que nous avons pu observer depuis deux décennies". Or, dans cette situation, les travailleurs se voient privés de leur assurance-maladie, qui est directement liée à l'emploi. Et, ils ne peuvent se payer une assurance privée. "Un travailleur licencié de chez Ford devrait dépenser deux tiers de ses allocations de chômage pour se payer une assurance maladie privée".

Pourtant, d'aucuns, y compris dans la dite "gauche", ont encore l'outrecuidance de mettre en rapport l'économie de marché et le respect des libertés individuelles... La maladie du chômage, voilà un goulag qui fait des millions de victimes...

Investissements et emplois

Plus d'un réformiste espère que, si les profits se portent mieux, les capi-

talistes investiront. Alors, des emplois nombreux seront créés... De là leur acceptation de l'austérité, si décriée auparavant. Or, il n'y a aucun lien nécessaire entre profits et investissements et entre investissements et augmentation du volume de l'emploi. Premièrement, les capitalistes peuvent parfaitement décider de ne pas réinvestir productivement une partie substantielle de profits car des placements plus avantageux existent dans des secteurs non-productifs, spéculatifs... Ils peuvent aussi décider de réinvestir sous d'autres cieux des profits "d'ici". Les réinvestir "là-bas" où les salaires sont plus bas et les syndicats inexistantes. Deuxièmement, comme l'explique le patron de Creusot-Loire, grand groupe français : "N'en déplaie à certains espoirs politiques, la question de l'investissement productif, économiquement utile (lisez : rentable pour le capital) n'a pas grand-chose à voir avec celle de l'emploi... Si l'on investit, c'est plutôt pour remplacer de la main-d'œuvre" (*L'Expansion*, 4-17 juin 1982). Voilà une bonne synthèse de la formule de Marx : le travail mort (machine) doit chasser le travail vivant (travailleur). Il n'y a pas de lutte effective possible contre le chômage sans mettre en cause la logique même de l'économie de profit et de marché.

Burke

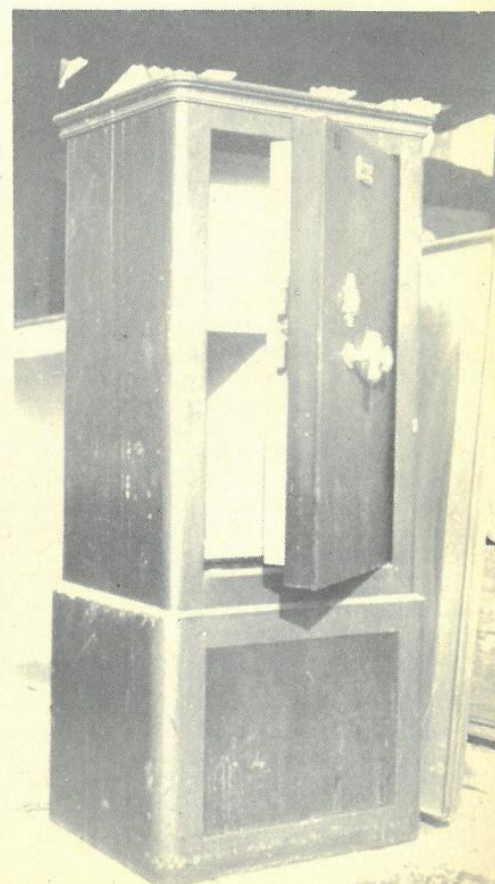


photo Sergio Medina

UN TERRORISME À GRANDE ÉCHELLE

On sait aujourd'hui que l'attentat contre l'ambassadeur Argov à Londres n'a été que le prétexte de l'agression israélienne, préparée de longue date. Ouri Avneri, directeur de la revue israélienne *Haolam Haze*, a rappelé, dans une conférence de presse à Paris (*Le Monde*, 19 juin 1982) qu'il a publié, il y a neuf mois, le plan détaillé de cette intervention. Le général Sharon le confirme : "Les USA ne peuvent avoir été surpris par notre offensive (...) J'avais eu des entretiens quelques jours auparavant avec le Pentagone". Une telle opération ne se prépare pas en une nuit et l'an dernier l'armée israélienne avait déjà effectué la "répétition générale" en pénétrant au Sud Liban.

Selon l'état-major israélien, cette agression devrait mettre fin au "terrorisme" de la résistance palestinienne. En fait de terrorisme, c'est le gouvernement Begin qui le pratique à grande échelle ! Quand le général Eytan affirme : "Il faudra soulever chaque pierre pour détruire les derniers nids de résistance", il fait penser à toutes les puissances impérialistes (nazis compris) qui ont voulu imposer la "solution finale" d'un problème national ! 15 000 morts, des centaines de milliers de réfugiés — tel est le bilan pour les peuples palestinien et libanais. Dans les zones occupées, l'armée israélienne trie sans vergogne la population. A Tyr, un administrateur israélien fait défiler toute la population et n'accorde de laisser-passer qu'à ceux que ne dénonce pas "l'homme en cagoule" assis à côté de lui pour dénoncer les "suspects". A Saïda, les prisonniers sont gardés par un soldat muni d'un fouet et les personnes ne sont libérées qu'après identification et la pose d'une étoile de David dans leur passeport ou sur la main. Des méthodes qui en rappellent d'autres... à l'égard des Juifs. Et l'état-major israélien affirme à l'endroit des prisonniers palestiniens : "Ces hommes ne relèvent pas de la convention de Genève. Ce sont des terroristes, ils ne font pas partie d'une armée régulière" (J. Rom, député du Likoud). Un peuple en armes pour défendre ses droits nationaux n'a même pas le statut de prisonnier de guerre aux yeux des généraux sionistes !

Le cynisme est tel que, même en Israël, des voix — très minoritaires — protestent, comme B. Cohen, professeur à l'université de Tel-Aviv : "C'est une véritable blitzkrieg (guerre éclair) dont les nazis se sont faits les champions, réd.) sans limites, sans front ni arrière, sans restrictions quelconques (...) Faites, je vous prie, tout ce qui est en votre pouvoir pour que les Begin et les Sharon n'atteignent pas leur double objectif : la liquidation finale (j'emploie une expression qui est à la mode ici ces jours-ci) des Palestiniens en tant que peuple et des Israéliens en tant qu'êtres humains" (*Le Monde*, 19 juin 1982).

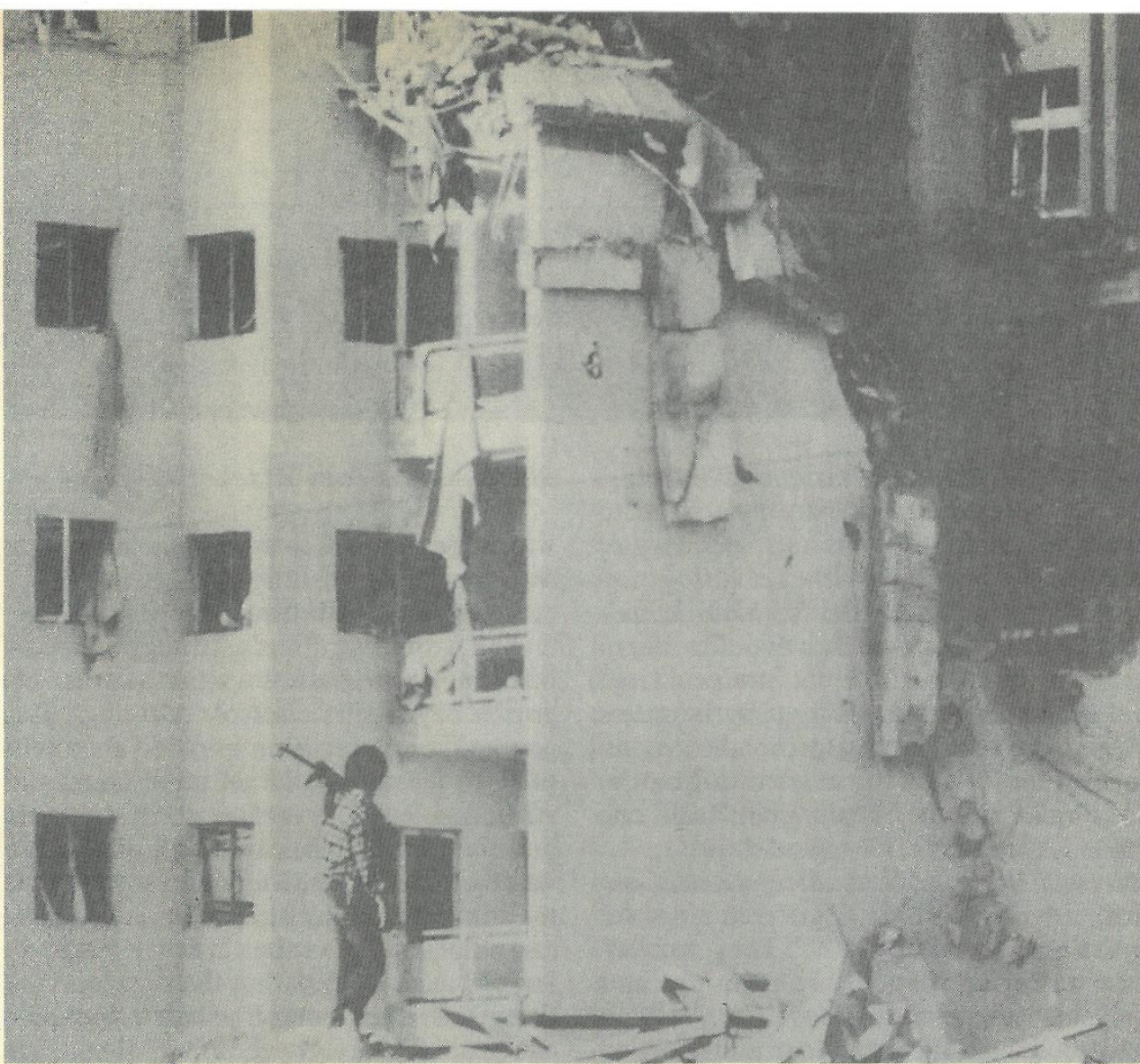
LE SIONISME,
C'EST LA GUERRE COLONIALE !

Ce terrorisme contre le peuple palestinien — qui commence à choquer l'opinion publique — n'est cependant pas le seul fait des Begin ou des Sharon. Il est inscrit dans la logique du sionisme depuis ses origines. Théodore Herzl, fondateur du mouvement sioniste à la fin du siècle dernier, soulignait déjà que le sionisme serait un "rampart" occidental contre les mouvements d'émancipation nationale arabes : "La Palestine est notre patrie historique... les Juifs y seront une muraille de l'Europe contre l'Asie (...) Nous y serons à l'avant-garde de la civilisation contre la barbarie". L'armée israélienne donne ces jours l'image de cette "civilisation" coloniale au Liban !

Jusqu'à la prise du pouvoir par Hitler et la Deuxième Guerre mondiale cependant, le mouvement sioniste est resté minoritaire dans la communauté juive pourtant déjà opprimée et meurtrie par les pogroms. 3 o/o seulement des immigrants juifs des années 20 partaient pour la Palestine. Ce n'est qu'après la débâcle du mouvement ouvrier devant le fascisme et l'holocauste qui a suivi que le sionisme a pu réaliser son objectif, en s'appuyant sur la masse des Juifs déracinés que la guerre impérialiste avait rejetés. L'émigration est apparue comme une solution pour des milliers de travailleurs juifs qui précédemment tendaient davantage à combattre pour leur libération dans le cadre des organisations ouvrières.

A cela se sont ajoutés les intérêts immédiats de l'impérialisme : l'effondrement des empires britannique et français après la guerre, suscitant une vague de nationalisme anti-impérialiste au Moyen-Orient, favorisa le projet d'installer en Palestine une "colonisation civilisatrice". Lord Melchet, dirigeant sioniste anglais, expliquait à ses pairs britanniques : "La défense des intérêts de l'Empire sera mieux assurée par une forte population européenne que par quelques unités que nous pourrions par ailleurs épargner pour d'autres tâches".

La création de l'Etat d'Israël s'est donc traduite, dès le départ, par une forme particulière de colonialisme. Alors que l'impérialisme a, d'ordinaire, implanté ses colonies en cherchant à s'attacher les classes dominantes locales et à exploiter la main-d'œuvre autochtone bon marché, la colonisation sioniste s'est réalisée par l'expulsion de la nation palestinienne de ses terres, y compris en interdisant le recours à une main-d'œuvre bon marché (remplacée par la colonisation juive). En 1947, 800 000 Palestiniens vivaient



L'invasion du Liban était programmée de longue date par l'état-major israélien. Elle révèle, plus crûment que jamais, la logique infernale du sionisme. L'Etat sioniste d'Israël installé en 1948 avec l'aide des puissances impérialistes et l'accord de l'URSS — prétendument pour offrir un refuge aux Juifs persécutés — ne peut survivre qu'en menant une guerre permanente au peuple palestinien.

Moyen-Orient :

LA LOGIQUE
INFERNALE
DU SIONISME

sur les territoires du futur Etat d'Israël. Ils n'étaient plus que 133 000 en 1949. Au cours de ces deux ans, 80 o/o de la population palestinienne a été expulsée et expropriée.

Mais le sionisme — et la guerre actuelle le montre clairement — ne s'arrête pas là. La guerre de 1967 a déjà conduit à l'annexion de la Cisjordanie. Récemment, Begin l'a complétée par celle du Golan. Celle du Sud-Liban parachève les plus vieux projets du sionisme. Devant la commission d'enquête britannique, Ben Gourion expliquait déjà 10 ans avant la création de l'Etat d'Israël : "Cet Etat juif qui nous est proposé aujourd'hui, même si des changements qui nous soient favorables sont possibles, n'est pas le but du sionisme. Dans un territoire si limité, il est impossible de résoudre la question juive. Certes, cela peut être une étape importante dans la voie de la réalisation du grand sionisme et permettre de constituer rapidement une force juive qui nous conduira à notre objectif historique (...) Le projet de transfert de la population arabe — si possible de bon gré, sinon par la force — peut permettre d'élargir la colonisation juive". Or le "grand sionisme" n'est rien d'autre que la colonisation de tous les anciens territoires sous mandat britannique, dont la Cisjordanie, le Golan (déjà annexés) et... le Sud-Liban ! L'agression israélienne n'est donc pas seulement une "opération de nettoyage" et il faut prendre au sérieux les déclarations officielles soulignant que l'Etat d'Israël compte rester longtemps au Sud-Liban !

LE SOUTIEN PERMANENT
DE L'IMPÉRIALISME

Jamais cependant ce projet de colonisation n'aurait pu se réaliser et durer sans l'appui permanent de l'impérialisme à l'Etat d'Israël. Ce dernier contrôle, avec le syndicat Histadrout (qui est une institution para-étatique !) les trois quarts de l'économie israélienne. L'impérialisme ne pratique pas en Israël des investissements directs dont il cherche à assurer la rentabilité, mais subventionne (dons de la communauté juive, prêts et dons des puissances impérialistes, fournitures militaires) l'économie publique israélienne dans ses projets de colonisation (et de ventes d'armes, dont Israël est devenu l'un des premiers fournisseurs mondiaux). Ce soutien est largement déficitaire et ressemble plus à l'entretien d'une garnison qu'à un investissement économique rentable. Plus de 68 o/o de la dette israélienne a été couverte par des transferts unilatéraux de capitaux, soit plus de 17 milliards de dollars en 30 ans (4 000 dollars par tête d'habitant juif), ce qui équivaut à l'ensemble des investissements faits en Israël entre 1947 et 1977 ! Peu avant l'agression au Liban, les USA ont encore transformé en dons des prêts à Israël et autorisé la vente de chasseurs-bombardiers F 16.

Tout en jouant maintenant les "intermédiaires", les USA se félicitent en fait de l'agression israélienne. Le

général Haig a reconnu qu'elle "ouvre de nouvelles perspectives pour une solution à long terme de la crise libanaise" (lisez : le désarmement des Palestiniens). En 1976 en effet, les USA avaient donné leur aval à l'intervention des troupes syriennes (appuyée par l'Égypte, l'Arabie Saoudite — toutes à la recherche d'un étouffement de la résistance palestinienne qui ravive chez eux les sentiments d'indépendance nationale !) pour contrôler la résistance palestinienne. Mais cette solution s'est avérée incertaine. La "paix séparée" entre l'Égypte et Israël, concoctée par les accords de Camp David, a en effet été comprise — à juste titre — comme un désengagement israélien au Sud (après sa défaite de 1973) pour mieux intervenir au Nord. L'annexion du Golan l'a confirmé, et la Syrie ne pouvait mettre au pas la résistance palestinienne, ni prendre le risque d'un affrontement militaire durable avec Israël. Ces facteurs expliquent que Begin et Sharon se soient finalement décidés à exécuter "la besogne ingrate que personne ne voulait ni ne pouvait faire" (Le Monde, 15 juin 1982).

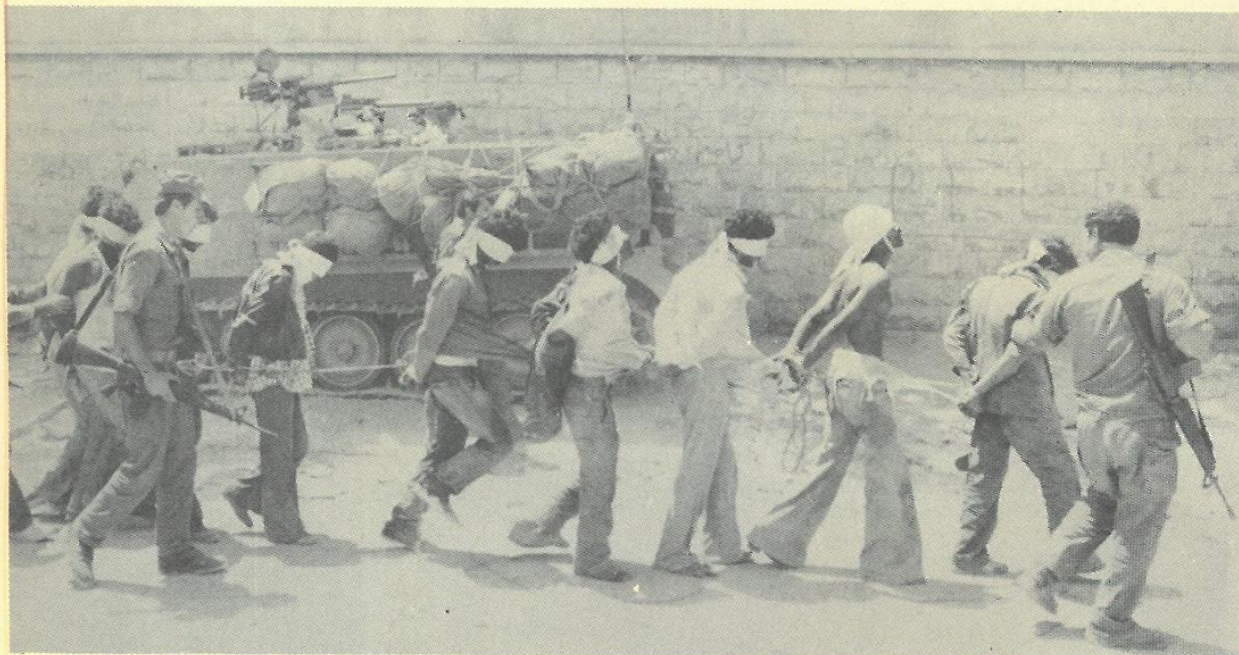
LA CRISE DU SIONISME

Contrairement aux annexions antérieures, l'agression au Liban exprime pourtant aussi une crise mûrissante en Israël même. La fuite en avant de Begin et Sharon a aussi pour but de "refaire l'union sacrée" pour de nouvelles colonisations. Mais elle pourrait se solder par une crise plus profonde en Israël. Premièrement, et pour la première fois, les masses israéliennes — dont le niveau de vie plus élevé que celui des peuples arabes environnants a été entretenu par les subventions impérialistes — ont connu une stagnation de

leur niveau de vie. Le chômage touche une partie de la population juive orientale, nouvelle vague d'immigration mal intégrée à l'État sioniste et dont la culture spécifique est niée par le sionisme askhenaze (d'origine occidentale, qui est à la base du sionisme) — alors que les Juifs orientaux constituent la majorité de la population juive d'Israël (55 o/o). De plus, l'annexion des territoires occupés, où les Palestiniens sont soumis à des lois racistes et discriminatoires, entretient l'abcès au cœur même des nouvelles colonies comme l'ont montré les nombreuses révoltes de ces derniers mois. Enfin, dans la communauté juive internationale, des réactions de défiance et de critique apparaissent pour la première fois contre la logique infernale du sionisme qui conduit à jeter le peuple palestinien dans la "diaspora", comme jadis le peuple juif.

L'union sacrée refondue autour de l'agression au Liban pourrait donc commencer à être battue en brèche au sein même d'Israël. Le "refuge pour les Juifs persécutés" est en effet devenu un piège non seulement pour le peuple palestinien mais aussi pour les masses juives. Si celles-ci commencent à comprendre qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut se libérer, elles reconnaîtront aussi que la libération nationale et sociale du peuple palestinien est la condition d'une émancipation des travailleurs israéliens eux-mêmes, dans une Palestine socialiste où l'apport de la technologie occidentale installée par l'impérialisme peut permettre de réaliser une révolution agraire qui soit un modèle pour tous les paysans pauvres du Moyen-Orient.

M. Thévenaz, 21 juin 1982



Poignets liés dans le dos, yeux bandés, ces prisonniers palestiniens sont emmenés par l'armée israélienne, à fin d'interrogatoire. Israël refuse toujours de les considérer comme des prisonniers de guerre; ils ne sont que des "terroristes" au sort incertain.

La bourgeoisie suisse et Israël :

EN TOUTE "NEUTRALITÉ"...

La bourgeoisie suisse et son Etat-major entretiennent plus d'une relation avec le gouvernement terroriste de Menahem Begin ! Ce ne sont évidemment pas ceux-là que vise le nouveau Code pénal... Et pourtant :

* Depuis longtemps, les officiers suisses ont plaidé pour l'achat de munition antichar israélienne (les obus-"flèches"). En 1981, les Chambres fédérales ont débloqué 76 millions pour leur achat.

* Les experts militaires suisses s'intéressent de près aux modernisations opérées par les Israéliens sur les chars Centurions, aux améliorations apportées aux Mirages II S ainsi qu'aux chasseurs israéliens Kfir. Récemment, des instructeurs israéliens sont venus entraîner les pilotes suisses de Mirage. Le Département militaire se sentait tellement à l'aise qu'il n'en a averti personne, pas même le Département des Affaires étrangères ! Nul doute que les stratèges helvétiques auront suivi "avec intérêt" les performances de l'armée israélienne dans le massacre des peuples palestinien et libanais...

* Si les échanges commerciaux sont relativement limités (452 millions d'exportations suisses vers Israël en 1981), vu le peu de possibilités d'investissements privés directs dans ce pays, les financiers suisses en revanche servent largement d'intermédiaires et même de bailleurs de fonds du régime de Begin. Le cas le plus connu est celui du financier genevois Nessim Gaon (naturalisé depuis 1969). Grand commerçant de maïs, d'arachide, de sésame et de coton en Afrique (au Nigéria spécialement), il est aussi promoteur du Noga-Hilton de Genève et d'autres

affaires immobilières de la place. Cet homme, dont "les biens propres échappent à toute évaluation" (La Suisse), a également d'importants investissements dans la chimie, l'agriculture et la technologie en Israël. Souvent déficitaires — mais cela est typique de la manière dont l'économie israélienne est entretenue par les capitaux impérialistes ! En outre (selon La Suisse du 1er novembre 1981), Nessim Gaon verse chaque année pour environ 2 millions de dollars d'aides plus ou moins philanthropiques en Israël. "A son domicile genevois, il a réuni en son temps des financiers américains et, en présence de Golda Meir, a procédé à la collecte en faveur d'Israël la plus importante de son histoire". En 1977, il a directement financé la campagne de Menahem Begin (qu'il accompagna d'ailleurs aux négociations israélo-égyptiennes de 1978 avec Sadate !), à tel point que "par gratitude, Menahem Begin fit sa première visite en tant que chef d'Etat en 1977 à Genève pour remercier Nessim Gaon de son engagement décisif".

La diplomatie suisse a toujours caché ses intérêts derrière l'affirmation qu'elle reconnaît les Etats et non les gouvernements. Mais l'Etat d'Israël, par sa nature même, n'existe qu'en expulsant le peuple palestinien de ses terres avec les subventions permanentes des capitaux impérialistes ! Reconnaître l'Etat d'Israël, quoi que dise Aubert sur les "droits respectifs" des Palestiniens et des Israéliens, c'est déjà nier les droits du peuple palestinien. Nous exigeons au contraire la rupture immédiate de toutes les relations diplomatiques, économiques et militaires avec l'Etat d'Israël, qui vient, une fois encore, de démontrer qu'il ne cherche qu'à écraser le peuple palestinien.

La tragédie du peuple palestinien

Chassé de ses terres par le colonialisme sioniste, le peuple palestinien connaît, depuis plus de trente ans, la misère de l'exil et les souffrances d'une répression continue. Les quelque 5 millions de Palestiniens se répartissent aujourd'hui dans l'ensemble des pays du Moyen-Orient. La plus grande partie — plus de 3 millions — est concentrée dans les régions limitrophes de l'Etat d'Israël ou dans les territoires occupés par lui : 550 000 en Israël même (où ils n'ont aucun droit), 833 000 en Cisjordanie (où l'armée sioniste les poursuit sans cesse et tente de les expulser par l'implantation de nouvelles colonies), 451 000 dans la bande de Gaza, 1 148 000 en Jordanie (Transjordanie), 358 000 au Liban. Ce sont en majorité des paysans pauvres ou privés de leurs terres, des travailleurs soumis à contrôle ou des chômeurs.

Des milliers d'entre eux ne vivent que des subsides accordés aux camps de réfugiés. Pour le reste, les Palestiniens se répartissent à raison de 222 000 en Syrie, 299 000 au Koweït, 136 000 en Arabie Saoudite, 45 000 en Égypte, 150 000 dans d'autres Etats du Golfe, 250 000 dans d'autres pays (dont 104 000 aux USA). Cette émigration — du moins parmi les couches plus aisées — connaît un processus d'intégration dans les pays arabes (bourgeoisie palestinienne, cadres d'administration et fonctionnaires dans les différents Etats concernés) mais avec toutes les pressions discriminatoires qui s'ensuivent. E. Rouleau (Le Monde, 15-17 juin 1982) montre qu'il s'agit d'une "diaspora" qui connaît des traits analogues à celle des Juifs jadis dans les pays capitalistes européens, considérée comme "inassimilable" par les populations arabes.

Tel est le bilan des effets du sionisme !

Mais aussi de la politique suivie par les bourgeoisies arabes. Car depuis la constitution de la résistance palestinienne à une échelle de masse — à partir des années 60, et surtout au lendemain de l'annexion des territoires occupés par Israël en 1967 — la question nationale palestinienne est devenue une épine dans le pied des classes dominantes arabes : en luttant pour ses droits nationaux contre la colonisation, le peuple palestinien porte un combat qui est celui de tous les paysans pauvres et travailleurs des Etats arabes, qui met à nu les contradictions des bourgeoisies arabes face à l'impérialisme.

Bien que celles-ci affirment soutenir les droits du peuple palestinien, Yasser Arafat (leader de l'OLP) n'a fait qu'exprimer une réaction largement répandue dans les masses palestiniennes en accusant les gouvernements arabes — qui disposent de l'arme du pétrole pour faire pression sur l'impérialisme — de les avoir "lâchés" face à l'agression israélienne au Liban. Ce n'est pas la première fois ! En septembre 1970, le roi Hussein de Jordanie s'est déjà fait le bourreau de la résistance palestinienne dans ce pays, dans le but de "liquider" la résistance qui gagnait en audience auprès des masses opprimées de Jordanie. En 1975-76, la Syrie a tenté de faire de même au Liban en acceptant le rôle de gendarme de la résistance — alliée avec les forces progressistes libanaises — et en massacrant même les Palestiniens opposés à son intervention.

La tragédie du peuple palestinien confirme durement cette vieille loi de toutes les luttes de libération nationale dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux : l'émancipation nationale n'est réalisable que si elle se combine avec une émancipation sociale (en particulier la solution de la question agraire) qui renverse le pouvoir des classes dominantes de ces pays mêmes, liées à la présence impérialiste. Or même la majorité de la résistance palestinienne — organisée dans l'OLP — s'est opposée, parfois par la force, à cette dynamique de la lutte de libération. Elle cherche à la limiter à la reconquête d'un Etat palestinien, même réduit, sans pouvoir se prémunir ainsi contre les coups répétés de l'Etat d'Israël comme des gouvernements arabes. Exilé, privé de ses droits nationaux, le peuple palestinien ne pourra les reconquérir qu'en liant sa lutte de libération nationale à celle des paysans pauvres et des travailleurs des pays arabes eux-mêmes, en affrontant ensemble les bourgeoisies de ces pays qui ne cherchent qu'à l'étouffer. L'agression israélienne au Liban le montre une fois encore brutalement : face à l'occupation, aux pressions israéliennes pour étouffer la résistance de Beyrouth et installer un "gouvernement fort" libanais à sa solde, seule la mobilisation de tous les peuples opprimés de Palestine, du Liban, de Syrie peut assurer une résistance durable à l'impérialisme.

Il y a une année, l'égalité formelle entre hommes et femmes était acceptée, mais tout reste à faire aujourd'hui pour la concrétiser dans les faits. En particulier par rapport aux salaires, le sabotage patronal est évident. Les discriminations salariales entre hommes et femmes sont aujourd'hui introduites et justifiées, non plus de manière directe selon le sexe, mais par le maintien et le développement d'un système plus "subtil" qui a pour nom évaluation des fonctions; ou par la distinction entre le travail lourd et le travail léger comme dans les arts graphiques; ou par la multiplication des catégories salariales. Des catégories d'emploi sont créées où seules des femmes seront occupées et mises au bas de l'échelle des salaires. Ainsi l'impératif de l'égalité est formellement réalisé sans augmentation des salaires féminins. Les patrons ont un objectif : éviter à tout prix de devoir augmenter la masse salariale à cause de l'application de l'égalité salariale.

Une circulaire patronale confidentielle pour organiser le sabotage

Dans une circulaire confidentielle datée du 10 août 1981, intitulée "Directives communes du groupe de travail pour la coordination de la politique patronale de l'industrie du textile, de l'habillement et de la chaussure", un secteur à très fort taux de main-d'œuvre féminine, les patrons expliquent comment ne pas appliquer l'égalité salariale : "Des différences typiques, statistiquement prouvées entre homme et femme, peuvent déjà conduire à des salaires différenciés lors de l'embauchement, pour autant qu'elles aient des conséquences dans le rendement ou les coûts à la place de travail donnée (...) Font partie de ces différences : — plus faibles forces physiques — limitation des possibilités d'engagement du fait des mesures de protection spéciales de la Loi sur le travail, telles que travail de nuit et du dimanche, travail avec de fortes vibrations, transport et déplacement de lourdes charges — absences plus importantes — absences imprévues de courte durée plus nombreuses — changement fréquent d'emploi — période active plus courte du fait des arrêts de travail pour cause de maternité et de la mise à la retraite avancée". Liste éloquent et lourde de discriminations salariales absolument arbitraires, basées sur des appréciations sexistes justifiant une exploitation éhontée.

Sur le plan conventionnel, les patrons ont déjà élaboré leur contre-offensive. Ainsi, dans ces directives, on peut lire : "Il faut partir du fait que les syndicats revendiquent des normes de salaire ne comprenant plus de différence entre homme et femme; de même les employeurs ne peuvent plus souscrire à des normes de salaires non-conformes à l'article de la Constitution. Il est, de ce fait, nécessaire d'élaborer des différenciations salariales indépendamment du sexe, mais de manière beaucoup plus différenciée". C'est cela la bonne foi patronale !

L'Union syndicale suisse : hâte-toi lentement !

"Concertation, modération, patience", voilà ce que prêche l'Union syndicale suisse (USS) pour l'application de l'égalité des salaires. Après le licenciement de milliers de femmes dans l'horlogerie ou le tex-

Un an après le vote du 14 juin 1981 pour l'égalité des droits, chacun tire le bilan en fonction de sa conception de l'égalité et des moyens qu'il est prêt à mettre en œuvre pour la réaliser. Les clivages de l'avant-votation subsistent.

"IN" se dissout : pour cette communauté de travail qui s'est voulue au-dessus des partis — et des intérêts — le principe formel est inscrit dans la Constitution, la morale est sauve ! Son but est atteint.

La Commission fédérale pour les affaires féminines dresse dans son troisième rapport sur la situation de la femme en Suisse une liste de recommandations pour mieux concilier les tâches professionnelles et familiales : vœux multiples sur l'égalité scolaire, professionnelle, salariale, recommandations aux institutions publiques et aux patrons d'user de leur bonne volonté pour promouvoir l'égalité. Mais... aucune démarche concrète n'est envisagée. Lili Nabholz, présidente de cette commission, déclarait "n'avoir jamais cru qu'une avalanche de procès déferlerait sur les tribunaux suisses au lendemain du 14 juin

à l'OFRA (Organisation pour la cause de la femme), se sont engagés sur la voie de l'application.

Le Comité national du 14 juin, créé sur les bases des comités de l'avant 14 juin entend stimuler l'application des droits égaux. Il a tout d'abord édité une brochure-guide juridique et soutenu toutes les initiatives entreprises localement pour modifier les lois. La journée du 19 juin, tenue à Bienne, a permis d'inventorier toutes les actions entreprises sur le terrain de l'égalité scolaire :

1. Non aux critères d'admission à l'école secondaire différents pour filles et garçons : dans le canton de Vaud, le double barème vient d'être supprimé, le Tribunal fédéral a donné raison aux parents qui ont recouru contre l'inégalité.

2. Non aux cours ménagers obligatoires : après le boycott des Biennoises, c'est un recours déposé par l'OFRA Bienne-Berne contre la loi cantonale bernoise, c'est aussi une pétition lancée à Olten.

Droits égaux :

UN MAIGRE BILAN

ainsi que certains milieux patronaux et parlementaires en avaient exprimé la crainte". Ouf ! semble-t-elle ajouter, la sagesse l'a emporté.

L'Union syndicale suisse (USS) a choisi la "voie de la modération et de la concertation". Ruth Dreifuss et Richard Müller l'ont clairement précisé à la presse : la crise ne permet pas de trop exiger des patrons et de risquer de "ruiner les entreprises". Les craintes des patrons ont été entendues.

Mais toutes les femmes et tous les travailleurs ne l'entendent pas de la même oreille. Bien entendu, il ne faut pas nier les difficultés réelles pour concrétiser le principe : la bourgeoisie a tout mis en place pour décourager toute velléité de plainte sur les salaires; la crise économique, atteignant les secteurs féminins, remet en cause pour beaucoup de femmes d'abord le droit à l'emploi, repoussant la question de l'égalité salariale au second plan; l'USS recule de concessions en concessions et le mouvement féministe — resté sur sa réserve avant le 14 juin — n'a rien entrepris. Seuls quelques groupes de travail locaux, parfois liés

3. Non aux programmes scolaires discriminatoires :

* une initiative de la VPOD aboutit dans le canton de Lucerne en mars 1982;

* une plainte d'enseignants neuchâtelois de la VPOD, soutenue par celle de parents, vient d'être déposée;

* une initiative du Parti socialiste soleurois demandant l'égalité de formation durant toute la scolarité est approuvée par le Grand Conseil.

4. et de nombreuses interventions parlementaires, dont celle de notre camarade Sylviane Zulauf à Bienne pour l'égalité salariale dans la Fonction publique communale, motion rejetée par le Conseil municipal à majorité socialiste et transformée en postulat.

Les fruits du 14 juin mûrissent donc lentement. L'inscription d'un principe, telle l'égalité, loin de suffire, suppose un engagement offensif de la part des mouvements féministes, des partis de gauche et des syndicats. Manifestement, c'est ce qui a fait défaut.



Interfoto

travaux légers Fr. 2 065.—".

Voilà qui donne un certain éclairage à ce qu'écrit Ruth Dreifuss dans la page syndicale de l'USS des journaux des fédérations à propos de la "stratégie syndicale" : "C'est dire aussi que les fédérations sont disposées à collaborer avec les patrons pour régler les questions pratiques liées à la comparaison de la valeur du travail".

Se donner les moyens pour obtenir rapidement l'égalité salariale

La timidité des positions de l'USS est révélatrice de son incapacité à faire avancer la réalisation du postulat "à travail égal, salaire égal". En acceptant de voir de cas en cas si les entreprises peuvent payer ou non, la direction syndicale risque bien de renoncer à la réalisation de l'égalité salariale justement dans les secteurs où les femmes sont les plus nombreuses. Car ce sont des secteurs parmi les plus touchés par la crise. La politique des petits pas aboutit en définitive à affaiblir les positions syndicales. Comment espérer gagner les femmes travailleuses à se syndiquer, si on se montre incapable de défendre leurs intérêts ? Une année après le vote du 14 juin il s'agit de faire entrer l'égalité salariale dans la réalité, sur les lieux de travail. Pour ce faire une véritable campagne syndicale est indispensable. Par rapport au renouvellement des conventions collectives il s'agit de refuser toutes les clauses discriminatoires et de se battre pour un salaire minimum pour tous et toutes. Enfin l'article constitutionnel adopté permet les plaintes individuelles. Il faut également s'en servir et les syndicats doivent stimuler de tels recours.

Hélène Gagnebin

tile, l'USS a le culot de mettre en avant "la peur de perdre son emploi" comme argument pour "aller lentement mais sûrement" vers l'égalité. Il ne faut pas ruiner les entreprises, affirme la centrale syndicale. C'est là une argumentation dangereuse, s'intégrant parfaitement à la logique patronale comme quoi "ce sont les travailleurs, avec leurs prétentions salariales excessives, qui sont à l'origine des difficul-

tés économiques et de la crise". Cette politique de la main tendue au patronat signifie, dans les faits, se plier, dans la plupart des cas, aux exigences de celui-ci.

Ainsi la Fédération du personnel du textile, de la chimie et du papier (FTCP) accepte-t-elle entièrement les discriminations salariales basées sur de prétendues "exigences physiques". On peut lire dans une lettre de la FTCP à la direction de l'entre-

prise A. Bourquin, une usine de carton ondulé dans le canton de Neuchâtel, qu' "étant donné la spécification du travail dans l'entreprise, où les exigences physiques sont importantes, nous (la FTCP, réd.) vous proposons les catégories de salaires suivantes : conducteur de machines Fr. 2 760.—; travailleur et travailleuse effectuant : a) des travaux légers Fr. 2 280.—; b) des travaux moyens Fr. 2 175.—; c) des

Malvinas :

Le *Financial Times* et *The Economist* soulignent l'intérêt de la victoire impérialiste aux Malvinas. Avoir fait monter "d'une volonté farouche" sera utile à la classe dominante "à l'intérieur comme à l'extérieur". Lisez : contre les luttes des travailleurs ici, contre la montée de la révolution coloniale là-bas.

C'est dans le cadre de la politique impérialiste pour contenir la lutte des peuples du "Tiers Monde" et contre le mouvement anti-guerre que l'éditorial de *The Economist* place l'opération militaire britannique. Ne pourront plus être "oubliées les notions impliquant que la diplomatie ne peut avoir de succès sans l'appui d'une force militaire... Le malaise (en Grande-Bretagne), comme aux Etats-Unis et dans d'autres pays, a été celui des générations de l'immédiat après-guerre et de l'époque du Vietnam... qui tendent à considérer les valeurs militaires et les soldats comme des plaisanteries dépassées... Maintenant une jeune génération en Grande-Bretagne (...) a pu voir que dans une affaire de principe, qui apparaît actuellement justifiée, les soldats étaient prêts à combattre, à recevoir des blessures horribles." (19-25 juin 1982). L'hebdomadaire de la City insiste sur l'importance de cette "contribution" pour revaloriser l'OTAN, pour faire savoir à l'URSS comme "aux gouvernements excités (sic) du Tiers Monde" la détermination du "premier monde libre" (lisez : l'impérialisme).

Ces porte-paroles de l'impérialisme ne mettent pas l'accent sur ce que coûtera aux travailleurs britanniques cette guerre et

CONTRE L'IMPÉRIALISME, CONTRE LA JUNTE

ses suites : 5,8 milliards et 7,2 milliards de francs suisses pour 1982-1983. Une facture coquette alors que les coupes sombres dans les services publics (hôpitaux, chemin de fer) et les dépenses sociales s'aggravent ! Les travailleurs britanniques pourraient bien, dans quelques mois, infliger un démenti à la Dame de fer.

La Suisse prétend encore que Mme Thatcher a engagé la guerre au nom "des principes de la liberté, de la démocratie, de la lutte contre les dictatures" (21 juin 1982). Pourtant, à peine la victoire obtenue sur le terrain des Malvinas, les Britanniques expriment leur crainte que la dictature s'écroule en Argentine : "Maintenant tout retour rapide à la démocratie aboutirait à une période d'instabilité - avec la rhétorique enflée des élections - et le danger d'un terrorisme renaissant et, peut-être, d'une dictature de gauche" (*The Economist*, 19-25 juin 1982). Est-ce assez clair !

William Clark, du Conseil de Sécurité des Etats-Unis, explique à son tour que "Washington veut renforcer ses liens avec l'Argentine et tous les voisins de l'hémisphère" (*International Herald Tribune*, 22 juin 1982). Engagé dans la guerre contre-révolutionnaire en Amérique centrale, l'affaire presse pour Reagan. Pour cela il n'hésitera pas à tordre un peu le bras de fer de la Dame si nécessaire. Le soutien à la Grande-Bretagne n'a pas effacé les contradictions inter-impérialistes.

La Junte, en crise avant la guerre, l'est encore plus aujourd'hui. Les tensions et contradictions socio-économiques et politiques sont telles que les projets de "rénovation" de la Junte pourraient échouer. Déjà, ils ont raté, durant la guerre, une manœuvre syndicale consistant à accroître le poids de la centrale contrôlée directement par les militaires, la CNT-20.

Durant toute la guerre, Galtieri et ses acolytes ont cherché, de fait, la négociation par le biais des Etats-Unis, qui pourtant aidaient l'armée britannique. Les menottes qui lient ce régime à l'impérialisme sont plus solides que celles qu'il a appliquées au peuple argentin ! Ce ne sont pas les "déclarations anti-impérialistes" de Costa Mendez, ministre des Affaires étrangères, lors de la Conférence des non-alignés qui changent la nature pro-impérialiste de la Junte. Rien n'a été entrepris contre les investissements impérialistes en Argentine.

Par contre, c'est la police de cette Junte qui, le 15 juin, disperse les manifestants portant une banderole "Les Anglais hors des Malvinas, les Yankees hors de l'Amérique latine" (*Libération*, 17 juin 1982).

Les travailleurs argentins et leurs alliés ne sont certainement pas pour un cessez-le-feu avec l'impérialisme britannique. Mais ils sont encore moins pour un cessez-le-feu avec les nouveaux généraux, illuminés de la lutte anticomuniste, qui doivent remplacer Galtieri et ses pairs. La lutte contre l'impérialisme et la dictature entre dans une nouvelle phase.

22 juin 1982, Udry Ch. André



L'un des artisans de cette politique d'austérité : Jacques Delors, ministre de l'Economie.

France :

LE COUP DE BARRE

Rigueur, austérité, le plan gouvernemental de blocage des prix et des salaires qui accompagne la dévaluation du franc représente une sérieuse attaque au pouvoir d'achat des travailleurs français. En 1976, Barre, Premier ministre de Giscard, avait décidé un blocage des prix pour une période de trois mois, mais, comme le note l'éditorialiste du "Matin", "l'ancien Premier ministre n'avait pas osé geler les salaires" (14 juin 1982). Et il poursuit : "Si l'on considère que pendant le même intervalle (trois mois, réd.) salaires et revenus ne devront pas augmenter, c'est une véritable baisse du pouvoir d'achat qui menace les Français. Un sacrifice justifié par l'impératif de lutte contre l'inflation mais qui n'a pas de précédent dans l'histoire économique française récente". L'objectif du gouvernement Mauroy-Fitterman est de limiter à 3 o/o le rythme de l'inflation pendant le deuxième semestre de l'année. Et pour augmenter la "compétitivité" et la "rentabilité" des entreprises dans le cadre de la crise économique internationale, il impose aux salariés de "se serrer la ceinture". Au moment où le cap des deux millions de chômeurs est franchi, la solidarité, terme dont se gargarise le gouvernement de gauche, signifie donc concrètement de nouveaux sacrifices pour les travailleurs. Est-ce là le mandat qu'ils avaient donné au PS et au PC au soir du 10 mai ?

Des cadeaux au patronat

Blocage des prix et des salaires, augmentation des cotisations aux caisses-chômage, contribution sans contrepartie des fonctionnaires à ces caisses, toutes ces mesures prises vont d'abord être supportées par les salariés. Certes les patrons cherchent à obtenir encore : ils crient au loup, pour marchander leur acceptation du blocage des prix (dont ils savent parfaitement l'inefficacité) contre le gel des charges sociales sur les entreprises et des projets de lois Auroux sur les "droits nouveaux des salariés"; ces droits ne lèseraient de toute façon pas le patronat ! Les salariés sont, eux, floués sur toute la ligne. Le blocage des salaires sera bien réel. Pour les travailleurs de la fonction publique par exemple, il occasionnera une perte de l'ordre de 6,5 o/o, soit de 5 à 7 milliards de francs. De plus, les prix vont continuer à augmenter, car une série de produits font exception comme les produits pétroliers, le gaz, l'électricité, les produits agricoles, l'acier et les marchandises importées. Le SMIC (salaire minimum) sera certes augmenté de 3,2 o/o au 1er juillet, mais cette hausse sera compensée à 50 o/o par l'Etat pour ne pas alourdir les charges des entreprises. Quant au gel des dividendes, il ne représente rien du tout : beaucoup d'entreprises les ont déjà distribués à leurs actionnaires, alors que celles qui ne l'ont pas encore fait attendront simplement l'automne !

"Tous les Français sont dans le même bateau"

Ce sont les propos tenus par J.-P. Chevènement, ancien représentant du CERES, la gauche du parti socialiste, et aujourd'hui ministre, pour

justifier les mesures gouvernementales. "Les mesures qui viennent d'être prises étaient nécessaires. Elles vont permettre de bloquer les tendances inflationnistes et de donner les moyens d'aborder dans les meilleures conditions la deuxième phase définie par le président de la République", poursuit-il, en couvrant ainsi l'austérité de gauche qu'il avait en son temps dénoncée. Le Parti communiste (PC) apporte également son soutien "sans enthousiasme" à la politique du gouvernement, solidarité ministérielle oblige. A un journaliste qui lui demandait de s'expliquer sur ces mesures, Marcel Rigout, ministre communiste, affirme : "Ecoutez je ne suis pas aujourd'hui un syndicaliste. Je suis ministre et c'est différent. De plus, loin de moi l'idée de faire la leçon aux syndicalistes. Cela dit, je connais bien les travailleurs et lorsque je m'adresse à eux, je parle franchement. Je leur dirais : 'Les gars, bien sûr, ce n'est pas drôle mais on a bien fait des efforts plus importants en d'autres temps. Ce sera difficile, mais c'est pour une durée limitée et nous allons veiller à ce que toutes les mesures du dispositif soient également appliquées'. Le 'Il faut savoir arrêter une grève' de Maurice Thorez est resservi sous d'autres formes par la direction du PC ! Ce parti a le sens des responsabilités dans la gestion de l'économie capitaliste - contre les intérêts ouvriers si nécessaire. Elles sont loin les grandes tirades de Marchais sur le PC, parti de la Révolution ! Mises au rancart au nom d'une "dialectique de la lutte et de la gestion" !

"Ce n'est pas tout blanc ou tout noir, c'est autre chose"

C'est là la réaction "à chaud" du nouveau secrétaire de la CGT (prin-

cipale organisation syndicale, dominée par le PC), Krasucki, au congrès de cette confédération qui a reçu "en primeur" l'annonce, par le Premier ministre lui-même, des mesures d'austérité. Le ton a changé ici aussi. Il y a à peine deux semaines, ce même Krasucki déclarait : "Faire du barrisme serait inacceptable pour les travailleurs et ce serait un échec de la gauche". Et à ce congrès de la plus puissante centrale syndicale française, alors qu'une bonne partie des délégués rechignent et n'acceptent pas la politique des revenus que cherche à imposer le gouvernement Mauroy-Fitterman, le nouveau secrétaire général, lui, adopte une attitude conciliatrice en disant : "Pour autant, la CGT n'accuse pas, ne modifie en rien son jugement d'ensemble mais joue son rôle de syndicat dans l'intérêt de la gauche toute entière". Au nom de la "realpolitik", Krasucki est prêt à avaler toutes les couleuvres : "nous ne craignons pas le mot rigueur". A condition d'y mettre les formes la CGT ne s'opposera donc pas véritablement au plan d'austérité de la majorité de gauche. La CFDT (Confédération syndicale proche du PS) fera de même, elle qui prône depuis des mois avec Edmond Maire la "politique du renoncement".

L'espoir perdu du 10 mai ?

Face à tant de veulerie et de trahisons si éclatantes des intérêts des travailleurs de la part des directions syndicales, de celles du PS et du PC, n'y a-t-il aucune autre voie possible ? A l'occasion des conflits de Talbot et de Citroën, les ouvriers ont montré leur détermination à faire respecter leurs droits et à refuser les diktats patronaux. Ils ont montré l'efficacité de la mobilisation unitaire et de la grève pour contrer les attaques des patrons.

Mitterrand, qui t'a fait roi ? A trop vouloir servir le patronat, tu risques bien de perdre le soutien de ceux-là même qui t'ont élu ! Car, à force de ménager et de composer avec les capitalistes, au nom d'un soi-disant réalisme, le gouvernement de gauche accepte en fait de se soumettre à la loi des trusts internationaux, de passer sous les fourches caudines de la dictature du profit. Il n'est pas dit que la combativité ouvrière - celle qui pousse ceux de Talbot et de Citroën à monter à l'assaut de ces véritables forteresses patronales - ne s'exprime aussi sur le terrain "réservé" au gouvernement.

Mitterrand, qui parlait "d'étape de montagne" pour qualifier son action, pourrait alors connaître quelques crevaisons imprévues.

J.-M. Dolivo

* Les comités de base, ou des formes de résistance similaires, se sont-ils développés ailleurs que dans la classe ouvrière ?

— Dans les villes, les étudiants ont joué un rôle très important par leur mobilisation permanente. Ainsi le FER (Front des étudiants révolutionnaires), notre organisation de masse, a organisé une grande mobilisation avec grève de la faim, manifestations de rue et affrontements avec la police et l'armée, pour récupérer l'autonomie universitaire qui avait été supprimée par le gouvernement. Il avait fermé l'Université après son occupation par les étudiants, qui voulaient obtenir ainsi la nomination des autorités universitaires élues par eux.

Il y avait quelques centaines de paramilitaires dans l'Université : nous leur avons donné une demi-heure pour quitter l'endroit, sans quoi nous les expulserions de force. L'Eglise a joué les médiateurs et ils ont dû quitter l'Uni. Mais en réponse, le gouvernement l'a fermée.

Les étudiants, plus d'un millier, ont alors appelé la population — et d'abord leur propre famille — à les soutenir : il y a eu ainsi une forte mobilisation populaire durant une semaine; le gouvernement a dû céder sur l'autonomie universitaire et rouvrir l'Université. Cela n'a toutefois pas mis un terme à la répression; il y a quelques jours seulement, un étudiant en architecture s'est fait assassiner par les paramilitaires.

Les paysans sont restés assez longtemps à la traîne; aujourd'hui, stimulés par la lutte des travailleurs, ils se réveillent. Bien que faiblement organisés, certains secteurs commencent à se mobiliser. Surtout à cause de l'accord que le gouvernement a passé avec les Etats-Unis pour lutter contre la production de cocaïne.

* En quoi cela concerne-t-il les paysans ?

— Le gouvernement joue un double jeu : faire croire aux Etats-Unis qu'il lutte contre le trafic de cocaïne, pour toucher les crédits promis, et protéger les gros trafiquants, la mafia, qui lui sont liés. Il a donc décidé de réprimer uniquement les paysans pauvres qui cultivaient la feuille de coca pour la consommation de la population paysanne et indienne, sans toucher aux vastes domaines, appartenant souvent aux militaires, qui, eux, produisent en réalité la cocaïne.

Les paysans ont donc commencé à se mobiliser. Il y a eu l'affrontement de Cochabamba, où deux paysans ont été tués par l'armée. Actuellement à Yunga, Chapare, dans le nord de Santa Cruz, les paysans commencent à s'organiser pour défendre leur terre. Car, pour éliminer la culture de la feuille de coca, le gouvernement fait répandre un défoliant chimique, utilisé au Vietnam, qui rend les terres incultes.

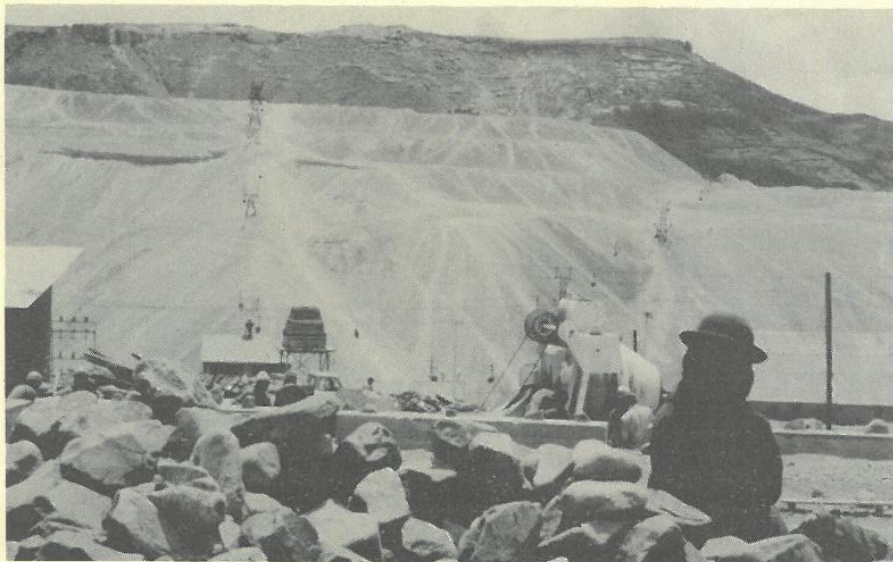
* Mais quels sont les courants politiques qui structurent cette opposition générale ?

— Pour sauver ses positions, la bourgeoisie s'est tournée vers les partis démocratiques, ce qui n'est pas resté sans effets sur le PC bolivien ou le MIR. Le gouvernement et la bourgeoisie ont lancé un appel pour un grand accord national de trêve sociale. Pour nous, ce ne serait rien d'autre qu'un accord des généraux et des patrons. L'UDP n'a pas dit non, à condition que l'amnistie générale soit proclamée et que les libertés démocratiques soient accordées. L'UDP va certainement accepter cet accord. Son dirigeant, Siles Zuazo, a refusé la revendication d'Assemblée constituante, lui préférant une élection immédiate du prochain président constitutionnel en Bolivie. Les forces démocratiques et certaines forces de la gauche rentrent

Bolivie :

LA CRISE DE LA DICTATURE (II)

Après avoir présenté les traits généraux de la crise de la dictature militaire bolivienne et les formes d'action et de résistance de la classe ouvrière (La Brèche no 278 du 12 juin 1982), notre camarade en vient au développement de l'opposition dans d'autres secteurs de la population ainsi qu'à l'action du POR-Combate.



* ENTRETIEN AVEC UN DIRIGEANT DU POR-COMBATE (SECTION BOLIVIENNE DE LA IV^e INTERNATIONALE)

ainsi dans le schéma de la bourgeoisie et répètent les erreurs commises avant le coup d'Etat.

Les forces politiques les plus importantes sont l'Union démocratique populaire (UDP : coalition regroupant le Mouvement national révolutionnaire de gauche, le PC bolivien et le MIR), le Parti Socialiste "Uno", le MRTK (Mouvement révolutionnaire Tupac Katari, mouvement paysan radicalisé) et les deux courants trotskystes, le POR-Lora — très propagandiste — et le POR-Combate.

* Comment intervenez-vous dans ce cadre ?

— Nous avons d'une part des propositions d'unité ouvrière autour de la COB; d'autre part nous avançons la perspective d'un accord unitaire de la gauche démocratique et révolutionnaire sur trois objectifs : la chute de la dictature, la lutte contre l'impérialisme et la lutte pour le changement économique, politique et social, vers le socialisme, pour un gouvernement des travailleurs. Troisième point : le développement d'un parti révolutionnaire, classiste, plus vaste que ne l'est le POR-Combate. A cet effet nous avons eu des rencontres avec certains courants du MIR, du PS "Uno", du MRTK et avec les restes d'organisations aujourd'hui disparues (comme l'ELN, l'Armée de Libération Nationale).

* Et les activités propres du POR-Combate ?

— En théorie, un parti ne devrait pas pouvoir se développer beaucoup dans la clandestinité. Notre histoire montre pourtant le contraire ! Nous avons aujourd'hui une organisation plus forte, plus nombreuse que durant la période démocratique. Nous sommes aujourd'hui trois à quatre fois plus nombreux. Cela est dû non seulement au fait que nous sommes restés en Bolivie après le coup d'Etat et que nous avons participé à la résistance. Mais surtout parce que nous avons su répondre à deux problèmes centraux : celui d'une ligne politique pour les masses et celui de son expression en direction des travailleurs. Notre journal, Combate, sort tous les 15 jours; nous avons commencé avec un tirage de 80 exemplaires en août 1980 : il tire aujourd'hui à 3 000 exemplaires. Simple-ment parce que nous ne travaillons pas seulement pour nous. Nous avons développé des formes d'organisation, tirées des expériences mexicaines, centro-américaines et de notre propre expérience aussi. Nous avons aussi mis en place des formes d'organisation plus larges que le parti, dans lesquelles nous jouons un rôle dirigeant. Nous avons le FTR (Front des travailleurs révolutionnaires), qui est une organisation de masse regroupant nombre de militants qui ne sont pas du parti.

Si quelqu'un s'adresse à nous en expliquant qu'il a des désaccords avec le trotskysme, nous lui disons que c'est son problème et lui demandons s'il est d'accord avec le programme du FTR; si c'est le cas, il s'intègre au FTR. Sur ce modèle, nous avons aussi développé le FER et le FCR (Front des paysans révolutionnaires). Ces fronts d'intervention de masse nous ont permis de développer le POR-Combate à partir d'une intervention réelle et non plus simplement propagandiste. Ces fronts, dirigés au grand jour par le parti, sont une sorte de front unique de toutes les tendances révolutionnaires. Ainsi dans le FTR et le FER, il y a des militants du PS "Uno", des indépendants, d'autres en rupture de maoïsme.

* Vous arrivez à les convaincre de la justesse de vos positions ?

— A l'intérieur des fronts, nous menons une lutte idéologique et politique sur chaque problème posé aux fronts. Et nous avons des succès importants. Par exemple, des camarades qui avaient rompu avec la plus importante organisation maoïste sont rentrés dans le FTR et le FER en nous expliquant qu'il ne fallait pas essayer de les convaincre, qu'ils étaient vaccinés contre le trotskysme. Nous leur avons dit d'accord; mais si vous voulez discuter une fois avec nous, voilà le Programme de Transition; vous en faites ce que vous voulez. Nous avons eu plusieurs discussions sur le programme, sur l'histoire du mouvement ouvrier, et ces camarades sont devenus membres du POR-Combate.

Par notre travail dans ces fronts de masse, par notre participation à la résistance, nous avons ainsi acquis une autorité, une légitimité vis-à-vis des travailleurs.

* Et quelles sont les perspectives en Bolivie ?

— Nous pensons que la croissance de l'opposition à la dictature va se poursuivre, essentiellement sur deux revendications : les libertés démocratiques et l'échelle mobile des salaires, qui est aujourd'hui une revendication très populaire à cause de l'inflation. La polarisation sociale et politique va se poursuivre, vers l'affrontement; cette polarisation devrait permettre à la gauche révolutionnaire de devenir une réelle direction de masse. C'est dire aussi que l'affrontement va se produire dans un délai rapproché. Nous allons utiliser toutes les possibilités. S'il y a des élections, nous y participerons, mais pas en centrant notre propagande sur les élections elles-mêmes comme l'UDP, mais pour donner le maximum d'audience aux propositions des révolutionnaires et pour stimuler la mobilisation des masses sur leurs propres objectifs.

Nous estimons que si l'UDP accepte l'accord national avec la bourgeoisie et les militaires, cela va accroître encore la radicalisation des masses. Il est donc nécessaire d'avoir dès maintenant une politique à l'égard des groupes paramilitaires gouvernementaux, qui regroupent plus de 10 000 membres et qui ne manqueront pas de frapper. Il faut donc promouvoir la mise en place de détachements d'autodéfense ouvrière ou populaire pour répondre à la violence de la réaction. En refusant la logique des actions militaires d'avant-garde, coupées des masses. C'est ainsi que nous avons commencé à organiser les travailleurs, les étudiants et certains secteurs de la paysannerie, pour leur propre défense. Pour nous, la seule garantie des libertés démocratiques réside dans la mobilisation et l'organisation indépendante des travailleurs.

notes ... notes ... notes ... notes ... notes ... notes ... notes ... notes ... not

Solidarité avec la résistance palestinienne

L'agression israélienne au Liban a été condamnée publiquement dans plusieurs villes de Suisse.

A Zurich, l'Association Suisse-Palestine, les POCH, le PdT et le PSO ont mené une première action de protestation devant le siège de la compagnie aérienne israélienne El Al. Le 17 juin, ces mêmes organisations, rejointes par le Conseil suisse de la paix, manifesteront en ville de Zurich.

A Bâle, c'est à deux reprises que plusieurs centaines de personnes sont descendues dans la rue. Le 12 juin, à l'appel des POCH, du PSO et de La Taupé et le 17 juin, à l'appel des POCH, du PS (mais si, mais si), du PdT, des Jeunesses socialistes, de La Taupé, du CUB, de l'Association des

étudiants bâlois et l'Association Suisse-Palestine, entre autres.

A Berne, le jeudi 17 juin a aussi été l'occasion d'une action de protestation contre la guerre sioniste. Y participèrent les POCH, le PdT, le PSO, La Taupé, l'Association Suisse-Palestine et des groupes "tiers-mondistes" et pacifistes.

A Lausanne, environ 250 personnes ont pris part à la manifestation du lundi 14 juin, appelée par l'Association Suisse-Palestine et soutenue par le POP et le PSO.

A Genève, près de 200 personnes ont manifesté lundi 14 juin sur la place Neuve. Plusieurs orateurs ont pris la parole (Pax Christi, PdT, Juristes démocratiques). Des communiqués émanant entre autres de l'Association Suisse-Palestine, du Comité argentin, de l'Association de soutien à la résistance chilienne ont été lus. Dans son intervention, l'orateur du PSO a appelé à une mobilisation à

long terme pour le soutien des peuples palestinien et libanais.

Enfin, notons que les POCH, le PSA tessinois, le PdT et le PSO ont publié un communiqué commun exigeant le retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban, et des territoires occupés du Golan et de Cisjordanie.

Turquie :

Briser le mur du silence

Les grévistes de la faim turcs et kurdes qui à Genève et à Zurich s'étaient joints aux 500 autres grévistes de trente villes européennes ont mis un terme à leur action mardi 15 juin. Cette grève aura permis de faire connaître largement l'ampleur de la répression menée par les généraux turcs.

A Lausanne, trois cents personnes ont participé aux "6 heures pour la

Turquie", dont de nombreux travailleurs turcs. Une très bonne partie culturelle encadrant un débat sur la situation en Turquie et la solidarité internationale, qui, malgré la présence de R. Müller, président de l'USS, n'a pas tenu toutes ses promesses. L'organisateur de cette journée, le Comité pour les droits démocratiques en Turquie, a fait parvenir quelques jours après une lettre ouverte de protestation à l'ambassade de Turquie, munie de plus de 600 signatures.

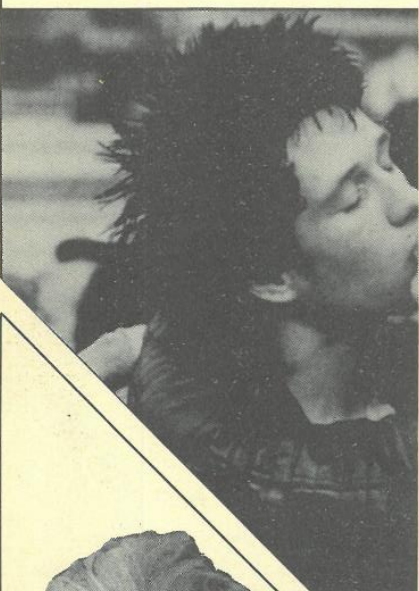
Le 19 juin, à Bâle, 1 500 personnes ont défilé pour protester contre la répression en Turquie. On notait une forte participation des organisations turques, qui fournirent le gros des manifestants. Le tronçon compact du PSO le fit presque apparaître comme le seul parti suisse présent, alors que les POCH et le PdT avaient pourtant aussi appelé à cette manifestation.



En période "démocratique", un 1er mai à La Paz.



Délinquant, pourquoi?



**ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-
MÊMES
!**

De quelles couches sociales proviennent les jeunes qui passent entre les mains du Service de Protection de la Jeunesse (SPdJ) à Genève ? Quelles sont les caractéristiques sociales de ces jeunes ?

En répondant à ces questions, deux travailleurs sociaux genevois ont apporté du même coup une contribution intéressante au problème de la délinquance, puisque 36 o/o des jeunes de plus de 15 ans suivis par le SPdJ le sont par suite d'une condamnation pénale¹⁾. L'enquête porte sur 995 jeunes. Ses résultats montrent clairement que c'est au sein des couches sociales les plus exploitées et défavorisées qu'est produite la délinquance. Cette dernière est visiblement perpétuée par la reproduction des inégalités sociales, reproduction inscrite dans le fonctionnement même des mécanismes de cette société de classes.

Le tri social

La population suivie par le SPdJ appartient à la classe ouvrière, et en particulier aux catégories socio-professionnelles les plus défavorisées de celle-ci : 49 o/o des pères et 54 o/o des mères sont manoeuvres, ouvriers non-qualifiés ou qualifiés. Si l'on y ajoute les employés de bureau, les vendeuses de grands magasins et les parents invalides ou au chômage, 77 o/o des jeunes proviennent de familles de travailleurs; ouvriers et employés des catégories "inférieures".

Il n'est donc pas étonnant que leur revenu se situe nettement au-dessous de la moyenne romande. Selon l'enquête du Mouvement Populaire des Familles de 1977, le salaire moyen des ménages romands de travailleurs était de 2 780 francs. Parmi ceux-ci 18 o/o gagnaient moins de 2 000 francs. Or parmi les familles suivies par le SPdJ, 14 o/o gagnent moins de 1 500 francs, 37 o/o moins de 2 000 francs et 54 o/o moins de 2 500 francs !

L'examen de la situation familiale des jeunes met en évidence dans la majorité des cas (71 o/o) des familles éclatées, avec une forte proportion de parents vivant seuls (41 o/o) ou dont l'un des membres du couple n'est pas le père ou la mère. Les manifestations de la crise de la famille bourgeoise, qui touchent toutes les couches sociales, sont amplifiées quand les parents sont surexploités, le revenu bas, donc l'appartement exigü, etc. Comme l'écrivent les deux travailleurs sociaux : "Une activité professionnelle pénible, souvent inintéressante, nécessitant un effort physique et psychique intense, des horaires lourds et des rythmes de travail élevés ont une influence négative certaine sur le climat familial, en plus des conséquences salariales (page 114)".

Dans les familles immigrées les discriminations sociales, culturelles

et politiques pèsent de tout leur poids : la moitié des jeunes du SPdJ sont "étrangers", alors que ceux-ci ne représentent que 39 o/o de la population genevoise en 1977. De plus, 31 o/o des fils et filles de manoeuvres sont italiens, contre 6 o/o de genevois.

Enfin ce sont les cités satellites, produits de la politique urbaniste capitaliste de ces 20 dernières années, qui sont le milieu le plus propice au développement de la délinquance. A Onex ou à Lignon-Châtelaine-Libellules-Aire, 34 o/o des jeunes suivis par le SPdJ le sont sur mandat pénal, contre 9 o/o à Champel-Malagnou. Qui s'en étonnera ? Ces cités suburbaines concentrent toutes les contradictions qui stimulent le jeune à "enfreindre la loi" (lire : ne pas respecter la propriété privée) pour échapper à la misère et/ou la violence des rapports familiaux, pour rechercher un expédient à son absence de revenu, et à l'ennui. Ce n'est là qu'un symptôme supplémentaire du "syndrome des grands ensembles" : le bruit, la mauvaise qualité des logements et leur exigüité, l'absence d'espaces verts, l'ennui. L'atrophie des rapports sociaux se traduit par un essor de souffrances physiques et psychiques, mais également par celui de la criminalité et de la révolte.

Le contexte social qui produit la délinquance explique du même coup les difficultés scolaires et professionnelles que rencontrent ces jeunes. La boucle est alors fermée : ils proviennent des catégories socio-professionnelles les plus exploitées et opprimées, la société ne leur laisse donc que la possibilité de devenir eux-mêmes manoeuvres, employés subalternes ou ouvriers !

Les jeunes et la police

Les statistiques de la SPdJ ne laissent apparaître que la partie la plus criminalisée de la jeunesse. Elles dissimulent en réalité la par-

tie immergée de l'iceberg : la plus importante !

La crise de la famille, les problèmes scolaires, l'insuffisance des salaires, la qualité médiocre de l'apprentissage, la misère sociale des cités-dortoirs, les loisirs capitalistes, trop chers pour une grande partie de la jeunesse, ou insatisfaisants : tous ces problèmes sont communs à l'ensemble de la jeunesse ouvrière. De même, ce sont les réactions qu'ils suscitent : vols mineurs, petits "casses", drogues, formation de bandes. D'où les affrontements et accrochages quotidiens avec la police. Ils sont le lot de la majorité des jeunes vivant dans les cités satellites.

Ces "crimes" ne mettront jamais en danger "l'ordre" bourgeois, mais ils sont le prétexte pour l'Etat à mener un double jeu. D'abord, venir au "secours" de la famille et de l'école, dont la perte d'autorité affaiblit le dispositif d'embrigadement social. Les quatre mois de service militaire et la discipline du travail doivent aussi se charger de les mettre dans le rang. Il est significatif que 73 o/o des jeunes du SPdJ ont entre 10 et 19 ans, dont 50 o/o entre 15 et 19 ans. Ensuite, les pandores créent de toutes pièces l'image terrorisante du jeune drogué ou du délinquant, présentés sous les traits d'un meurtrier pathologique. Ainsi, la police justifie son existence renforcée auprès de la population. En criminalisant la jeunesse, l'Etat obtient un consensus social derrière son intervention policière et dissimule mieux les racines de classe du problème sous-jacent.

Défendre le prolétariat dans son ensemble

Ce n'est en effet que par une politique qui s'en prenne aux mécanismes par lesquels la société capitaliste produit la délinquance que peuvent être efficacement défendus les secteurs les plus exploités du prolétariat. Dans ce cadre, il faut accroître la protection face aux injustices pénales et aux formes de prise en charge sociale répressive.

Sans une telle riposte, qui parte de la jeunesse elle-même et du mouvement ouvrier, contre les vrais délinquants, c'est-à-dire les patrons et leur politique, la crise élargira, au sein des travailleurs, les rangs des "très défavorisés" mis sur la voie d'une délinquance, cible d'une répression policière accrue et acharnée.

Fred Denfert, 13 juin 1982

1) Jean-Luc Galletto, Dominique Riondel, "Le Service de Protection de la Jeunesse, un service au service de qui ?", Université de Genève, FSES, janvier 1981.

NYON
NYON FOLK FESTIVAL 1982
du je 22 au di 25 juillet, au bord du Léman, en plein air et sous tente, camping gratuit. Je ne peux citer la quarantaine de groupes, musiciens et chanteurs, venant de 12 pays, mais voici quelques noms : Gilbert Lafaille (F), Ray Barretto (USA) je 22; Joan Baez ve 23; David Bromberg (USA), Cayenne (GB) sa 24; Paco de Lucia (E), Luther Allison (USA) di 25. 1 jour : Fr. 22.- ou 25.-, abonnement Fr. 65.- (réductions habituelles). Loc., rens. : Service location Grand Passage Nyon, 022 / 61 40 51.

GENÈVE
Cour du Collège Calvin
du me 7 au di 18 juillet, 20h.30 : concerts et spectacles, entrée libre. Org. : AMR.
me 7 : Pannalal's Puppets, marionnettes indiennes du Rajasthan, de Michel et Tina Perret-Gentil. je 8 : Big Band AMR. ve 9 : Secours divers. sa 10 : Sarcloret; Magnoni

Trio. di 11 : Chevrolet quartet. me 14 : Code. je 15 : Schneider/Siron/Bastet/Martin. ve 16 : Roll'over. sa 17 : I Vitelloni; Circo del Arca. di 18 : Pedretti/Seum/Tabarini.

WILLISAU (canton de Lucerne)
du je 26 au di 29 août : Jazz Festival Willisau '82.

Programme non encore fixé, mais voici quelques noms : AMR Big Band, Archie Shepp, Saxophone Orchestra 'The Wind of Manhattan', Sam Rivers, Chico Freeman, Steve Coleman, Wiener Art Orchestra. Rens. et loc. : Nikolaus Troxler, Bahnhofstrasse, 6130 Willisau, 045 / 81 27 31.

LAUSANNE

Musée des arts décoratifs, 4, Villamont
jusqu'au di 29 août : Verre Art Nouveau et Art Déco. tous les jours, 10 à 12h., 14 à 18h.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
à 20h.30. ve 9, sa 10 juillet : Une journée particulière, d'Ettore Scola (It., 1977). ma 20, me 21 : El caso Hayanay, de F. Garcia (Perou, 1980). ma 17, me 18 août : Que viva Mexico, de S.M. Eisenstein (Mexique, 1932). ve 20, sa 21 : Diva, de J.-J. Beinix (Fr., 1981). ma 24, me 25 : El Ard (La terre),

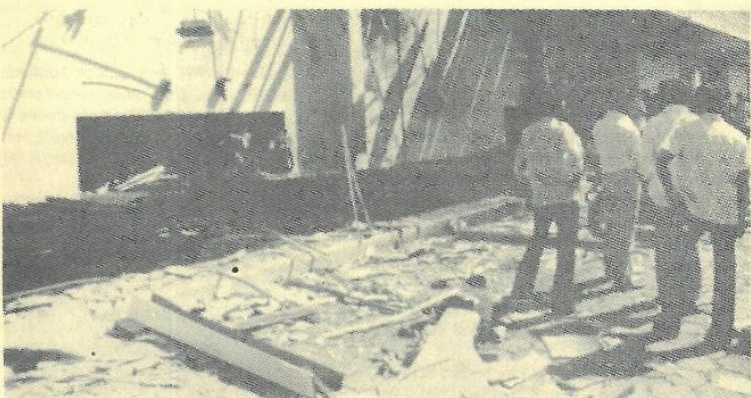
de Youssef Chahine (Egypte, 1968). ve 27, sa 28 : Ragtime, de Milos Forman (USA, 1981).

Et les films : Yol, de Yilmaz Güney, Missing, de Costa-Gavras, et Reds, de Warren Beatty.

Le jeudi 10 juin le cinéaste allemand Rainer Werner Fassbinder est mort à Munich. Il avait 36 ans. Réalisateur de nombreux films sur l'Allemagne et les rapports sociaux en Allemagne (Tous les autres s'appellent Ali; Le mariage de Maria Braun; Lili Marleen; Lola, une femme allemande; parmi bien d'autres) et auteur de nombreuses mises en scène de théâtre, il se demandait comment ses parents avaient pu mettre un enfant au monde dans l'Allemagne de 1946... Le jour même à Bonn 250 000 personnes manifestaient contre la guerre, l'OTAN et Reagan, ce qu'il n'aurait pas su... Il était l'un des rares metteurs en scène de cinéma à avoir une vision matérialiste de l'histoire. Fassbinder savait qu'il y a deux classes : les travailleurs et les bourgeois. Ses deux derniers films (Veronika Voss et Querelle) sortiront en septembre sur nos écrans. D'autres parmi ses films vont certainement être projetés ces prochaines semaines dans les salles de cinéma ou à la T.V. Tant mieux. A cette occasion les critiques de cinéma vont dire et écrire un tas de bêtises. Dommage.

l'événement

Nicaragua :



L'aéroport de Managua après un attentat contre-révolutionnaire.

INONDATIONS ET CONTRE-RÉVOLUTION

Et du 21 au 26 mai, des pluies torrentielles se sont abattues sur le Nicaragua, causant des inondations qui se sont transformées en véritable catastrophe naturelle. 183 millions de dollars de dégâts, 60 000 personnes sans abri. Tant l'infrastructure que la capacité productive du pays ont été affectées.

Les attaques des bandes armées somozistes se poursuivent à la frontière hondurienne. On en compte plus de soixante depuis le début de l'année. On remarque une amélioration croissante de leur armement, ainsi qu'une meilleure coordination entre elles. Dans le même temps, plusieurs responsables de l'opposition bourgeoise, entre autres Alfonso Robelo et Enrique Dreyfus, sont passés à l'extérieur. L'impératif de défense de la Révolution motive la prolongation de l'état d'urgence.



Défense de la révolution

Le 26 avril dernier, une bande de cent contre-révolutionnaires attaqua le poste-frontière de Los Planes à la frontière hondurienne. L'attaque causa quatre morts parmi les 18 garde-frontière qui défendirent victorieusement le poste et dont voici un témoignage :

"Je vis ma fille qui bougeait dans la tranchée. Je vais y aller, ils peuvent me la tuer, dis-je au chef de patrouille. J'ai regardé l'endroit où était ma fille, mais il m'a dit qu'ils me tueraient, que j'allais être une bonne cible pour l'ennemi. Moi je la voyais avec son uniforme qui entraînait et sortait et je me disais : si elle meurt, je me tue."

"Ce sont des bêtes sauvages et ils ne savent pas pourquoi ils luttent. Ils tuent ainsi les enfants, les mères et les vieillards et ils les torturent. Ils luttent seulement pour tuer, nous luttons pour notre révolution d'ouvriers et de paysans, pour notre Nicaragua."

Les assaillants ont utilisé des mitraillettes 30, des mortiers de 60 mm, des fusils et de nombreuses grenades à fragmentation. La qualité des armements utilisés s'est sensiblement améliorée, comme on a pu l'observer déjà lors du sabotage de deux ponts nicaraguayens à la fin mars (type d'explosif). Cela provient sans aucun doute d'un important appui extérieur. Ces attaques sont de plus très fréquentes (plus de 60 de janvier à mai). Les bandes contre-révolutionnaires (les "contras") sont aussi actives à l'intérieur même du pays. Lors de la Journée populaire de la santé du 16 mai qui a permis la vaccination de milliers d'enfants contre la poliomyélite, un instituteur, brigadiste de santé, s'est fait tuer dans la région de Matagalpa. Parfois, les

"contras" se déguisent en membres de sectes religieuses, voire même en soldats de l'armée populaire sandiniste. Et finalement, on observe une meilleure organisation de ces groupes, qui témoignent "des tentatives d'unification des différentes factions contre-révolutionnaires faites par la CIA, afin de créer des regroupements militaires plus forts qui aient la possibilité de nous frapper effectivement" (Commandant Lenin Cernia, chef des Organismes de Sécurité de l'Etat).

D'autre part, plusieurs personnalités de l'opposition bourgeoise ont quitté le pays ces derniers temps. Alfonso Robelo se trouve au Costa-Rica où il a, entre autres, eu des conversations avec le renégat Eden Pastora; d'autres responsables du MDN (Mouvement démocratique, nicaraguayen) sont également partis et son siège a fermé ses portes à Managua. Leur lien avec l'activité armée des bandes somozistes n'est plus un mystère pour personne. Il faut encore mentionner le départ d'Enrique Dreyfus, directeur du COSEP (Direction de l'entreprise privée). Cette fuite du pays des principaux représentants de la bourgeoisie locale semble répondre à une nouvelle stratégie de l'impérialisme visant à coordonner de l'extérieur toute l'opposition au régime sandiniste, et dont une des expressions serait la constitution d'une "junte de gouvernement en exil" dénoncée par Tomas Borge le 1er Mai.

Ainsi s'explique la prolongation de l'état d'urgence; car dans ces conditions, la mobilisation de la population pour la défense du pays est une nécessité. Cette défense est même une priorité à laquelle est assujettie la poursuite du processus révolutionnaire. La CST (Centrale Sandiniste des Tra-

vailleurs) l'a exprimé de manière très claire dans son slogan du 1er Mai : "Défendons la Révolution pour la Construction du Socialisme".

Les inondations : la réponse du FSLN

Les inondations du 21 au 26 mai se sont transformées en véritable désastre naturel (voir ci-contre). Mais le gouvernement et le peuple nicaraguayen y ont répondu de manière rapide et énergique afin d'en limiter les conséquences. La politique du gouvernement sandiniste est de permettre au peuple d'administrer lui-même l'aide qui lui est fournie, avec l'appui des institutions étatiques.

"Il est important de voir la différence entre la réponse du gouvernement sandiniste et celle de Somoza après le tremblement de terre, nous déclare Miriam Lazo, du Comité Exécutif du Conseil National d'Urgence (créé le 25 mai); maintenant c'est le peuple lui-même qui répond à la situation de désastre du pays par l'intermédiaire des différentes organisations de masse : CDS, Jeunesse Sandiniste, Coordination syndicale, AMNLAE (organisation des femmes nicaraguayennes)."

"Les différents ministères concernés, les milices populaires, l'armée populaire sandiniste se chargent de l'appui et de la planification."

"Des brigades de secours, formées du peuple lui-même, ont ainsi été créées. Elles sont elles-mêmes allées chercher de l'argent, des aliments, des vêtements, des médicaments pour venir en aide aux populations sinistrées."

"Dans les centres d'approvisionnement, il y a un contrôle pour que l'on ne perde rien et l'on donne immédiatement l'aide

adéquate aux populations nécessiteuses, alors que du temps de Somoza les puissants se nourrissaient de l'aide internationale et celle-ci n'arrivait jamais à notre peuple."

Et la réponse de la population a été réellement enthousiasmante. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé aux opérations de secours. Dans les communautés victimes des inondations, les habitants ont mis à profit les enseignements de défense civile reçus. Les brigadistes de santé, volontaires formés pour donner des soins de base et promouvoir la médecine préventive, ont également apporté leur contribution dans la lutte contre les épidémies et le secours aux personnes menacées de noyade. Et le dimanche 30 mai, les CDS (Comités de défense sandinistes) et la CST ont décidé de mettre à profit cette journée de repos pour reconstruire des maisons et rétablir certaines voies de communication.

Il y en a évidemment qui essaient de profiter de la situation. Des commerçants ont spéculé sur les denrées de base et augmenté les prix. Mais la répression est sévère et plus de 200 commerçants ont déjà été condamnés. Quant à La Prensa (journal bourgeois d'opposition), elle adopte un ton dramatique sans faire mention de la mobilisation populaire et des initiatives gouvernementales.

En contraste avec l'attitude de l'opposition, il faut encore une fois souligner l'abnégation de la population, le travail inlassable des organisations de masse et les initiatives des sandinistes. Tous méritent notre soutien. Et il nous faut accroître notre solidarité avec le Nicaragua en ces moments difficiles.

Juan Tardes

DES DÉGÂTS CONSIDÉRABLES

- * 1 830 millions de cordobas de pertes (183 millions de dollars);
- * 39 ponts détruits ou endommagés;
- * 25 villes et villages isolés;
- * 60 000 personnes sans abri;
- * 71 morts.

Tel est le bilan des inondations après les pluies torrentielles de la fin mai (866 millimètres de pluie à Chinandega, 377 à Managua). C'est certainement dans l'agriculture que les conséquences de ce désastre sont les plus dramatiques : 60 o/o de la récolte de maïs détruits, 300 hectares de légumes détruits, pertes de 60 o/o dans les bananeraies de Chinandega et de 90 o/o dans les plantations de coton de la même région. Une réserve de cent mille quintaux de sucre perdue; machinerie, infrastructure agricole et engrais ont également souffert.

Quant au secteur industriel, 62 entreprises (41 nationalisées et 21 privées) ont subi des dommages; en particulier les secteurs chimique, alimentaire et les textiles.



Appel à la solidarité

Les populations sinistrées ont un besoin urgent de vêtements, de denrées alimentaires et de médicaments. Le Nicaragua a un besoin urgent d'argent.

Onze communautés miskitos (Indiens de la côte atlantique) ont vu leurs terres rendues impropres à la culture pour cette année et leur alimentation est maintenant conditionnée par l'aide fournie. La solidarité avec la population miskito commence par là et non pas par le colportage de mensonges sur leur prétendue persécution.

Plusieurs milliers de paysans bénéficiaires de la réforme agraire ont également subi des dégâts. Depuis mars, plus de 200 000 hectares ont été redistribués et les titres des terres donnés aux paysans qui s'organisent en coopératives; ceux-ci vont avoir besoin d'une aide extérieure importante pour éviter que ce premier cycle agricole ne soit catastrophique.

Dans ces conditions l'importance politique d'un accroissement de notre solidarité est évidente.

Versez vos dons à :
Oeuvre suisse d'entraide
ouvrière (OSEO)
CCP 80 - 188
Zurich

Mention : Inondations Nicaragua